

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 6 OCTOBRE  
N° 273 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission paritaire : 56 942

Le Quotidien  
du Peuple s'associe  
à la grève nationale  
du 7,  
et ne paraîtra pas  
jeudi

## LE 7, TOUT EST POSSIBLE !

Le mécontentement suscité par le plan Barre est profond. Jamais depuis plus de vingt ans, on n'avait assisté à une telle attaque contre les conditions de vie et de travail.

Contre le pouvoir d'achat qui, déjà amputé par toutes les hausses récentes (gaz, électricité, transport, métro, poste...), est frappé de plein fouet par les hausses brutales du prix de l'essence (2,25 F le super), du fuel... Et tous les discours sur le blocage des prix, ne trompent personne, c'est simplement un prétexte supplémentaire fourni aux patrons pour bloquer les salaires.

Contre la santé, avec l'alourdissement de la cotisation, et le non-remboursement de toute une série de produits pharmaceutiques.

Contre l'emploi aussi, puisque la face cachée du plan Barre, c'est l'extension du chômage, c'est l'organisation de la récession. Cherchant à rendre les structures économiques françaises compétitives face à l'Allemagne et les USA, Barre a fait le choix, d'accélérer les fermetures d'entreprises non compétitives, de restructurer les grandes entreprises comprimant au maximum les effectifs employés, de laisser les centaines de milliers de gens qui arrivent sur le marché du travail sans emploi. Le plan Barre, c'est une véritable bombe à retardement. **CE SONT DEUX MILLIONS DE CHÔMEURS POUR BIENTÔT.**

Contre les libertés, puisque M. Barre a menacé explicitement de répression les luttes, et toute activité qui remettraient en cause son plan d'austérité et de chômage. A peine installé, le nouveau ministre du travail, Beullac, signait le licenciement de plusieurs délégués syndicaux, dont celui du responsable CGT des Câbles de Lyon (Clichy), coupable d'avoir dirigé activement la grève.

C'est pourquoi les travailleurs descendront massivement dans la rue ce jeudi 7 octobre. Pas seulement pour marquer le mécontentement, mais pour exiger le retrait pur et simple de ce plan Barre, pour faire de cette journée du 7 une étape marquante dans la construction du rapport de force nécessaire pour faire plier la bourgeoisie, pour porter un coup d'arrêt aux attaques incessantes contre les travailleurs. La manière dont cette journée a été préparée dans les entreprises, les discussions nombreuses qu'ont échangé les travailleurs, la volonté de faire plier Barre qui s'est manifestée intensément, indiquent clairement qu'il ne s'agit pas ce 7 octobre d'une journée d'action comme les autres, mais d'une journée d'action qui va être massivement suivie et de laquelle les travailleurs attendent quelque chose, quelque chose d'autre.

Le 7, tout est possible ! Pour cette journée, deux voies sont ouvertes.

Il y a ceux qui veulent faire du 7 une journée d'action étroitement subordonnée aux intérêts électoraux de la «gauche», et à la préparation des législatives de 78. Ceux-là ne veulent pas qu'une telle journée d'action débouche sur un mouvement plus large, entendent faire renoncer les travailleurs à une lutte conséquente contre le plan Barre, subordonner toutes les luttes de la classe ouvrière à leurs préparatifs électoraux. Et pour quel résultat ? Pour aboutir dans deux ans à la très probable mise sur place d'un gouvernement Giscard-Mitterrand, qui à quelques variantes près, appliquera la politique de Barre. Les déclarations complaisantes du PS sur le plan Barre en disent long sur la politique que Mitterrand une fois élu est prêt à pratiquer.

Et il y a ceux qui veulent affirmer la voie de la lutte, la voie du refus d'attendre 78 et qui veulent dans le cours même de cette journée du 7, prendre toutes les initiatives pour élargir l'action, l'engager partout où c'est possible.

Suite p. 2



1968 : Renault-Flins occupé.

## MERLEBACH

HOMMAGE  
AUX SEIZE VICTIMES  
DU CAPITAL



Voir p.5

## BREJNEV A TF 1

Derrière  
ses «bonnes»  
paroles

● *Oppression  
des travailleurs  
soviétiques*

● *Menaces de  
guerre*

Voir p.7

# LE 7, TOUT EST POSSIBLE!

250 usines sont en lutte depuis plusieurs mois contre la fermeture. A la SEP (Bordeaux), à Bourgogne-Electronique (Dijon), aux Câbles de Lyon (Clichy), dans des dizaines d'entreprises les travailleurs s'organisent, se coordonnent pour faire face aux licenciements répressifs. A Renault-Cléon, à Usinor, à Berliet des débrayages sont organisés dans certains ateliers. A Sacilor, les travailleurs lock-outés ont occupés les locaux de la direction. Ces actions, aujourd'hui dispersées, morcelées, souvent ignorées du fait des silence des moyens d'information de la bourgeoisie, il est possible dans le cours de la journée du 7 et de ses lendemains, de les multiplier, de les coordonner et de faire franchir ainsi à l'action un pas décisif. Tracer la voie de l'offensive ouvrière, mettre en échec le plan Barre, capitaliser la volonté d'action manifestée par la classe ouvrière, exige de préparer dans cette journée du 7, son lendemain immédiat, partir en lutte, tout faire pour que la mobilisation massive du 7 ne retombe pas, mais fasse progresser réellement le mouvement des luttes, c'est pourquoi il faut concentrer toutes les initiatives. C'est la condition pour créer une situation nouvelle pour les travailleurs, en brisant avec l'isolement des luttes, et les combats dispersés privés de perspectives. **RASSEMBLONS NOS FORCES, UNISSONS NOS LUTTES, C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT FRAPPER!**

## LE PLAN BARRE

# LA PLUS GRAVE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS DEPUIS 20 ANS

Barre parle de maintien strict du pouvoir d'achat mais qu'est-ce que cela signifie ? Pour Barre, il y a maintien du pouvoir d'achat lorsque le taux de salaire horaire progresse au même rythme que l'indice truqué des prix. Or le taux de salaire horaire camoufle la diminution du salaire mensuel entraînée par la diminu-

tion du nombre d'heures de travail et la dévaluation des prestations familiales et autres composantes du salaire indirect. L'indice des prix de l'INSEE est manipulé par le gouvernement, il sous-évalue la hausse des prix d'au moins un tiers. Quand Barre parle de maintien du pouvoir d'achat, il met en œuvre une baisse du pouvoir

des ouvriers seront frappés.

L'augmentation des cotisations de Sécurité Sociale : de 0,7% pour les ouvriers, alors que dans le même temps certains médicaments ne seront plus remboursés.

### LES LICENCIEMENTS ET LE CHÔMAGE

C'est la face cachée du plan Barre, c'est ce qui frappera le plus durement les travailleurs. Les réformes structurelles, c'est la liquidation des secteurs non rentables, l'augmentation de la productivité par l'intensification du travail et la baisse des effectifs salariés, soit les licenciements massifs et le chômage partiel. Ce sont déjà 28 000 nouveaux

chômeurs partiels dans la sidérurgie lorraine, 300 licenciements à Poclair en attendant les autres... Le million de chômeurs officiel est à nouveau en passe d'être dépassé, en réalité la course du chômage va vers les deux millions.

### LA RÉPRESSION ACCENTUÉE

Beullac continue les sales coups de Durafour contre les délégués syndicaux. Barre déclare «je ferai respecter l'ordre de la République». Déjà un accord serait signé entre le ministère de l'intérieur et les patrons pour l'intervention immédiate des flics en cas d'occupation d'usine.



tion du nombre d'heures de travail et la dévaluation des prestations familiales et autres composantes du salaire indirect. L'indice des prix de l'INSEE est manipulé par le gouvernement, il sous-évalue la hausse des prix d'au moins un tiers. Quand Barre parle de maintien du pouvoir d'achat, il met en œuvre une baisse du pouvoir

### LA POURSUITE DE LA HAUSSE DES PRIX

Le blocage pour trois

mois des prix et pour six mois des tarifs publics, n'empêchera pas les prix de continuer leur ascension. Le blocage ne concerne pas les produits frais, les grands magasins continuent d'augmenter les produits de première nécessité, certaines catégories de loyers augmentent de plus de 7%, la redevance télé est majorée.

La hausse de l'essence et de la vignette : 29 centimes d'augmentation sur le super, les vignettes sur les petites voitures augmentent de 30 F et de 50 F selon les catégories.

Les restrictions de crédit à la consommation : il faudra payer plus au comptant et les intérêts seront plus élevés. L'augmentation des impôts : cette année, seuls seront touchés les ouvriers les moins mal payés, mais l'an prochain, du fait du faible relèvement des tranches de l'impôt, une grande partie



## Pour faire payer la crise à la bourgeoisie

# UNITE OUVRIER-PAYSAN

Avec le plan Barre, la bourgeoisie a engagé un plan d'attaque sans pareil contre la classe ouvrière, tout en renforçant son choix d'accélérer l'élimination de la petite paysannerie.

Tandis que se dessine dans les entreprises une puissante force capable de mettre en échec la politique de la bourgeoisie, le 7 octobre doit constituer un nouveau pas dans l'unité de tous les exploités, des travailleurs des villes et des campagnes.

Après le 7, multiplions les rencontres, les ventes directes, les initiatives communes avec les ouvriers et les usines en lutte !

### NON À LA CAMPAGNE DE DIVISION DES OUVRIERS ET DES PAYSANS !

Rarement une telle campagne de division des ouvriers et des paysans fut entreprise par le pouvoir. Alors que la masse des paysans de notre pays était durement touchée par la sécheresse du fait des conditions qu'impose le capitalisme à la campagne (spécialisation accrue, concurrence acharnée, dépendance vis-à-vis des firmes, endettement croissant...) le gouvernement a fait assaut d'hypocrisie pour demander aux travailleurs d'accepter de «jouer le jeu de la solidarité» et de payer un impôt supplémentaire : l'impôt sécheresse.

C'était là le moyen qu'avait trouvé la bourgeois-

sie pour renforcer la logique du plan Barre selon laquelle «il n'y a pas d'argent ailleurs que dans les poches des travailleurs». Et même si la bourgeoisie a dû reculer sur l'idée de faire payer directement les indemnités par un impôt supplémentaire sur le salaire des ouvriers, n'avait-on pas vu un moment cet impôt «vert» s'élargir aux sinistrés de la Guadeloupe, au déficit de la Sécurité Sociale, du budget... !

Cachant les vraies raisons du juste refus de la classe ouvrière de payer l'impôt supplémentaire, le gouvernement a dès lors cherché à utiliser les déclarations «anti Paysannes» de son électoral réactionnaire pour dissuader les paysans pauvres et moyens de passer à la riposte.

### VERS LA RIPOSTE LA PLUS LARGE POSSIBLE, SUR DES BASES CLAIRES !

Face aux mesures dérisoires que constituent les indemnités du gouvernement, il est pourtant plus que jamais nécessaire de passer à la riposte pour mettre en échec le plan d'élimination accélérée de la petite paysannerie.

Pour cette riposte, les petits et moyens paysans savent qu'ils ne peuvent pas compter sur la FNSEA qui de l'«opération paille» jusqu'aux récentes déclarations de Debatisse a manifesté encore une fois son attachement à soutenir la politique gouvernementale.

Comment pourrait-il en être autrement quand on sait le poids qu'ont à l'intérieur de cette organisation les profiteurs de la sécheresse ? Les gros agrariens qui, sans rien perdre de leur production, vont bénéficier aujourd'hui de toute l'aide du Crédit Agricole, de la hausse de prix sur le blé et les betteraves, après avoir tiré profit cet été de la misère des petits éleveurs en leur cédant au prix fort de la paille qu'ils brûlaient les années précédentes. Les coopératives capitalistes qui

utilisent aujourd'hui les difficultés des petits paysans pour les éliminer et à la tête desquelles on trouve les responsables de ce syndicalisme officiel (Debatisse pour Richmond, la Copal en Saône et Loire).

Quant aux fédérations départementales oppositionnelles, aux comités et aux autres organisations marquées par une nette influence du PS et du PC, quelles ont été leurs réactions face à l'aumône de la bourgeoisie ?

Souvent fortement implantés dans les régions que la majorité a voulu, dans un premier temps, presque exclure de toute indemnité (zone 3), ils ont dû dans le centre et le sud-ouest donner une toute autre ampleur aux mobilisations initialement prévues.

C'est contraints et forcés par la colère des petits paysans, nombreux dans ces régions qu'il y a eu, au lieu des quelques barrages de route prévus, de puissantes manifestations comme à Périgueux, Meymac ou Bergerac.

Ces gens du PS ou du PCF n'ont donc nullement le droit de revendiquer «la responsabilité de la première riposte des paysans». Car en fait, pas plus que

dans les entreprises, le PS et le PCF ne sont décidés à entreprendre la lutte à la campagne pour défendre les exploités, sans attendre 78 !

Ainsi, quelles perspectives offrent-ils aujourd'hui : «Intensifier la lutte». Bien. Mais que signifie la multiplication des projets de lois, des délégations ou des manifestations devant la préfecture quand ces initiatives restent coupées de toutes actions réelles et immédiates contre des firmes qui spéculent sur le prix des aliments pour

bétail, contre le Crédit Agricole qui accentue ses pressions contre les petits paysans endettés ?

C'est pourtant là que se situe un terrain de luttes permettant de dépasser la division des paysans pauvres et moyens qu'entretennent les différentes organisations. C'est dans ces luttes que pourront être remportées de premières victoires, permettant d'élargir la mobilisation pour contraindre la bourgeoisie à lâcher des indemnités pour les paysans les plus touchés.

## Demande de contact avec le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

NOM .....  
PROFESSION .....  
ADRESSE .....  
Envoyer à  
Quotidien du Peuple

SPÉCIAL 7 OCTOBRE... SPÉCIAL 7 OCTOBRE... SPÉCIAL 7 OCTOBRE... SPÉCIAL 7 OCTOBRE...

Ni Giscard-Barre, ni Giscard-Mitterrand

# NOUS N'ATTENDRONS PAS 78

«JE SOUHAITE QUE M. BARRE RÉUSSISSE»  
Rocard, bras droit de Mitterrand le 6 septembre 76

Face à l'attaque frontale contre les masses populaires que représente le plan Barre, les réponses des différents partis de l'opposition ont bien des aspects communs : en gros attendre et voir 1978, ne pas affaroucher la frange de l'électorat conquis sur la majorité, essayer de canaliser par des journées de lutte sans lendemain les aspirations profondes des travailleurs à faire payer sa crise à la bourgeoisie.

En particulier le PS, qui a actuellement le vent en poupe au sein de l'union de la gauche, continue de garder deux fers au feu et réserve de plus en plus ouvertement la possibilité que Mitterrand devienne le premier ministre de Giscard.

Cette politique cadre bien avec les propositions économiques du PS : sous un vernis de mesures démagogiques parfaitement irréalisables, comme par exemple vouloir concilier la garantie de l'emploi avec les mesures de soutien à la restructuration capitaliste, ce parti présente un catalogue de «réformes de structures» qui ne sont que des mesures dont l'objectif avoué est de sortir

le capitalisme français de ses difficultés actuelles.

Lorsqu'un Delors, conseiller économique de Mitterrand, proclame début septembre qu'il «*faut une progression raisonnable de la consommation intérieure, compatible avec une modération nominale des revenus et des prix, un accroissement des exportations et une relance sélective de l'investissement*», lorsque Mitterrand lui-même promet à Ferry patron de la sidérurgie, que les nationalisations n'auront pour but «*que d'entraîner dans leur sillage des firmes privées concurrentielles*» on voit mal les différences avec les projets de la bourgeoisie actuelle au pouvoir et leur cortège de licenciements et l'aggravation des conditions de travail !

D'où les embarras respectifs des membres du gouvernement et des ministrables du PS, s'accusant mutuellement de se piller les idées contenues dans leurs plans respectifs. C'est là un bon indice de l'accord bien réel qui réunit les programmes de ces messieurs, par delà les divergences sur la façon de les appliquer ! Ce qui démontre de manière très nette le tableau ci-dessus.



Giscard et Mitterrand lors d'un face à face pour les élections présidentielles. Aujourd'hui, on peut remarquer les similitudes du programme Barre et Mitterrand.

## PLAN BARRE

- Baisse partielle de la TVA
- Blocage des prix industriels jusqu'en avril 1977
- Réorientation vers les investissements productifs
- Soutien des investissements à l'exportation et liquidation des canards boiteux.
- Renforcement des possibilités d'amortissement des entreprises.

● Barre présentant son plan : «*Je veillerai à ce que l'ordre de la République soit partout assuré.*»

## PLAN PS

- Exonération de la TVA sur différents articles
- Blocage sélectif des prix industriels pour six mois
- Lutte contre le gaspillage
- Nouvelle insertion dans l'économie internationale
- Réévaluation des bilans des entreprises

● Appliquer un plan de restructuration en s'appuyant sur un consensus social.

## On ne leur fait pas dire

Au sujet de Barre, Mitterrand déclare le 10 septembre : «*La fermeté de caractère et l'ouverture d'esprit, sans oublier l'ingéniosité technique peuvent dénouer bien des problèmes qui, la veille, semblaient insolubles.*» «*Barre a picoré dans le programme commun*» Chevènement (25 septembre 76) «*Nécessité de lutter contre les revenus spéculatifs et les rentes de situations*» (Programme économique du PS) «*Il faut entreprendre une restructuration complète et sélective.*» Idem «*Je vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi. Au contraire.*» (Mitterrand dans sa lettre à Ferry en mai 76). Mitterrand en avril 76 : «*Je ne suis pas marxiste.*»

Quand le PCF prend la défense des cadres

# NON AU CAPITALISME D'ETAT DU PCF

## NOUVELLE BOURGEOISIE OU POUVOIR DU PEUPLE ?

Nationalisation, gestion et planification, voilà les mots-clés du programme du PCF. De quelle nature sont ces transformations ? Le PCF se contente de nous dire qu'elles sont démocratiques. Bien sûr, car cela ne se fait pas d'être anti-démocratique ! Mais quelle démocratie ? La démocratie bourgeoise qui sert à réprimer les luttes du peuple ou la démocratie prolétarienne, celle qui sert à défendre les conquêtes du socialisme contre les anciens ou les nouveaux bourgeois qui tentent de faire marcher la roue de l'histoire à l'envers ? Cette démocratie là a un autre nom pour les communistes : la dictature du prolétariat ; ce principe que Marchais a officiellement retiré du vocabulaire du PCF après l'avoir abandonné dans les faits depuis longtemps.

Simple problème de terme ? Aucunement. Car c'est toute la question du pouvoir qui est posée : pouvoir des ouvriers et des paysans, pouvoir pour le peuple ou pouvoir d'une nouvelle bourgeoisie, celle des cadres, des bureaucrates de l'Etat, du PCF ?

Ayant abandonné toute confiance dans la classe ouvrière, voyant la véritable force motrice de la société non dans les masses populaires mais dans le savoir, dans la technique, le PCF se tourne tout naturellement vers ceux qui en sont les détenteurs : les cadres, les techniciens, les technocrates de l'économie (le PCF recrute beaucoup en ce moment chez les hauts fonctionnaires des ministères), les intellectuels. Quant aux travailleurs, ils sont simplement appelés à faire nombre. Cela rappelle la façon dont la bourgeoisie s'est servie du peuple pour renverser la royauté et a consolidé ainsi sa domination sur le peuple lui-même.

Aujourd'hui, ce sont ces couches bourgeoises qui ont le pouvoir dans le PCF. Demain, si celui-ci vient aux leviers de commande, ce sont ces couches qui seront au pouvoir.

## CADRES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Mais pourquoi donc des personnages importants comme les cadres, hauts fonctionnaires, etc. se tournent-ils vers le PCF ?

Révoltante, la sollicitude du PCF envers les cadres, disent de nombreux travailleurs. Ainsi, selon le PCF, les cadres seraient victimes du plan Barre au même titre que les travailleurs ; pourquoi pas les principales victimes, pendant qu'on y est !

D'où vient cette suspecte sollicitude pour les cadres ? Comment la concilier avec les promesses que le PCF nous fait pour 1978 ?

Car les dirigeants du PCF nous promettent monts et merveilles... le jour où ils seront ministres. Au fait, ne l'ont-ils pas déjà été de 1945 à 1947 ?

Mais aujourd'hui, c'est du sérieux ! Ou plutôt, bientôt, après la victoire de la gauche aux élections de 78, la vie des travailleurs va pouvoir changer. Après 78, c'est encore loin ! Mais peut-être faut-il supporter sans trop lutter l'enfer actuel pour avoir droit au paradis d'après 78.

Première raison : ils n'ont, dans une société où règne la propriété privée du capital, qu'un pouvoir partiel : celui d'exécuter les tâches que leur confient les capitalistes. Ils voudraient bien tout le pouvoir. Le PCF en nationalisant l'économie lèverait l'obstacle et légitimerait leur pouvoir absolu. Les dirigeants des entreprises nationalisées actuelles, choisis par l'Etat, préfigurent ce que serait une partie de cette nouvelle bourgeoisie.

Deuxième raison : la société

est en crise. Le PCF a son remède : les nationalisations qui permettraient, pour un temps, de rationaliser le fonctionnement du capitalisme en permettant une planification plus poussée. Et qui seraient les agents de cette planification ? Toujours les mêmes : les cadres de l'économie et de l'Etat.

Mais ne nous y trompons pas. Ces «cadres de demain» ne sont pas seulement les successeurs de ceux d'aujourd'hui. Bien d'autres variétés prospéreront : tous les

rouages de l'appareil d'Etat ou du Parti régnant secrèteront de nouveaux bourgeois qui viendront grossir les rangs de ceux qui aujourd'hui choisissent «bien» leur camp. C'est bien cette perspective qui attire au PCF tant d'arrivistes bourgeois et en chasse tant de travailleurs révoltés.

## SOCIALISTE ? NON, CAPITALISTE !

Avec un tel pouvoir que peuvent bien signifier nationalisation, gestion et planification ?

Simplement un changement de mode de fonctionnement de l'économie, un changement du nom de nos exploités. Le capitalisme d'aujourd'hui, celui des monopoles privés prendrait un autre visage : celui du capitalisme d'Etat fondé sur la propriété étatique des moyens de production. Nous serions exploités non plus au nom des intérêts de quelque trust privé mais au nom d'un «intérêt national», drapeau mensonger des intérêts des privilégiés de la nouvelle bourgeoisie.

Mais voyons, cela est impossible. Cela ne peut pas exister ! La sinistre expé-

rience du retour du capitalisme en URSS et dans l'Europe de l'Est est malheureusement là pour témoigner que cela est possible. Le PCF a beau prendre ses distances par rapport à ces preuves vivantes, le «socialisme aux couleurs de la France» n'est qu'une version de ce capitalisme-là.

Comme le prouve la lutte des travailleurs de Pologne, soumis aux méfaits du capitalisme d'Etat, inflation, chômage..., une telle société suscite la résistance du peuple et sera un jour ou l'autre balayée par la révolution socialiste.

Mais il vaut mieux pour nous faire l'économie d'un tel détour sur la voie de l'émancipation sociale.

Combattre aujourd'hui les seuls monopoles, sans remettre en cause la société capitaliste dans son ensemble, son système d'exploitation, son Etat, sans remettre en cause la logique même du profit, c'est frayer la voie au capitalisme d'Etat dont rêve le PCF.

Le paradis que fait miroiter le PCF pour après 78 n'est que l'enfer rénové du système capitaliste.

DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS DÉJÀ EN LUTTE

# DEVELOPPONS L'OFFENSIVE !

«Silence sur le chômage...»

## CEUX QUE BARRE NE PEUT PAS FAIRE TAIRE

Silence sur le chômage ! C'est le mot d'ordre de Giscard. En 1975, il promettait de donner la priorité à l'emploi : dans les mois qui ont suivi, la vague sans précédent de fermetures d'usines et de licenciements a porté le nombre des chômeurs à 1,5 million !

Ceux qui luttent déjà depuis des mois, Giscard voudrait les «enterrer», les faire oublier. Tous ceux qui occupent sans relâchement leur usine : les six cents ouvriers de Réhault qui ont planté le drapeau rouge sur leur usine de Fougères, les neuf cents «LIP» à Besançon, les horlogers de Reillac à Maïche

novembre. Les quatre-vingt ouvriers du secteur «finissage» de l'aciérie d'Hagondange ont décidé la grève et ont occupé avant-hier les bureaux patronaux !

- P.U.K. achève de liquider son secteur «engrais» : à la Madeleine (Nord), Chauny, Montargis... plusieurs centaines de licenciements. Des mouvements de protestation éclatent dans les ateliers !

- B.S.N. après avoir accumulé d'immenses profits avec l'été caniculaire veut aller faire produire ses glaces et ses yaourths à l'étranger : l'usine Danone de Marseille doit fermer en mars, les travailleurs multiplient les débrayages !



(Doubs), Ideal-Standard à Melun, SCPC (Clermont-Ferrand), Sud-Acier (Toulon), IMRO à Rouen... Tous, ils se sont rencontrés à LIP fin septembre, ils entendent coordonner leurs efforts pour imposer la sauvegarde de leur emploi !

CIP (Haisne-la-Bassée), Desombre (Lille), Dreyfus-Barbières (Drôme)... Parisien Libéré, Cadot (Paris 18<sup>e</sup>) : les menaces, les fausses promesses, les coups de force, le black-out systématique de la presse aux ordres n'ont pas eu raison de leur volonté et de leur obstination à défendre leur emploi !

Barre fait silence sur le chômage. Mais son «plan de lutte contre l'inflation», véritable plan de récession, va hâter les restructurations et les mois à venir vont voir disparaître d'autres entreprises et secteurs jugés non-compétitifs...

Les grands trusts licencient et imposent le chômage : - Sacilor-Sollac a promis aux dizaines de milliers de sidérurgistes lorrains le chômage partiel et les fermetures de chantiers à partir de

- Rhône-Poulenc n'est pas en reste : le secteur «textile» est promis à la disparition : 377 licenciés à Péage-Roussillon, ceux de La Voulte et des autres usines RPT manifestent à leurs côtés !

Et ce n'est pas tout... Ce sont les ouvriers licenciés des trois usines Schlumpf en Alsace qui demandent des comptes à leur patron en occupant sa propriété et son musée de huit milliards d'AF !

Ceux du Bâtiment et de la Construction comme, par exemple, les 110 licenciés de l'AREA en Savoie qui bloquent l'autoroute Lyon-Chambéry !

Tous ceux-là, Barre ne les a pas fait taire ! Ils luttent avec ces centaines de milliers de jeunes jetés sur le marché du travail et qui cherchent un emploi.

Ils n'acceptent pas qu'augmente le nombre des chômeurs et que Giscard-Barre veuille supprimer pratiquement les 90 %... L'écho grandissant de leurs luttes proclame bien fort :

Non au chômage partiel ! Pas un seul licenciement !

L'aggravation du chômage, le blocage des salaires, la dégradation des conditions de vie et de travail, voilà les thèmes autour desquels Barre, le premier économiste de France, a articulé son plan de lutte contre l'inflation. La démagogie à propos du super-impôt était destinée à faire passer ce plan de guerre contre les travailleurs.

Pour faire bonne mesure, Barre agit la menace : «Nous ferons respecter l'ordre !», dit-il, pendant que le CNPF dépose un dossier sur «les libertés» à la commission de l'Assemblée Nationale.

Dans les usines, la révolte gronde ! La violence de l'attaque provoque de vives réactions parmi les travailleurs. Avant même l'annonce du plan Barre, mais surtout depuis, les luttes éclatent un peu partout en France. Sacilor, Rhône-Poulenc, Usinor, Berliet... en première ligne du combat sans attendre la journée du 7.

Les gros bataillons de la classe ouvrière feront du 7 octobre une puissante journée, en engageant dès à présent la lutte, ou en s'y préparant pour le lendemain.

## LES LUTTES POUR LES SALAIRES SE MULTIPLIENT

SACILOR (Hagondange)

Depuis le 23 septembre, les travailleurs de l'atelier de finissage (parc et classement) de Sacilor à Hagondange (Moselle) sont en lutte. Ils exigent une augmentation uniforme de 300 F, l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des effectifs. Avant hier, la direction décidait la mise en chômage technique de 2 400 ouvriers. La riposte ne s'est pas faite attendre : grévistes et lock outés ont investi les bureaux de la direction qu'ils ont occupés. Hier, les syndicats appelaient les 13 000 travailleurs de Grandarige et Rombas à se mettre en grève et marcher sur les bureaux de la direction en riposte.

BERLIET (Vénissieux)

Les travailleurs de l'atelier de montage de CDA de Berliet sont en grève depuis plus d'une semaine pour exiger la qualification AF3 pour tous. Sur d'autres ateliers (CDCAT, VL...) les débrayages commencent à se multiplier.

USINOR (Dunkerque)

Depuis plusieurs jours, les ouvriers de différents secteurs d'Usinor Dunkerque (Metagro, Quai minéralier...) multiplient les débrayages, bloquant la production.

GRANDS MAGASINS

Après celles-ci d'Uni Prix à Besançon, de Maxi coop à Caen, de Record à St Herblain (Loire Atlantique), les grèves dans les grands magasins se multiplient :

SAMARITAINE (Velizy II) : les 300 employés ont engagé la lutte mercredi dernier pour l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi, la négociation sur les salaires.

AUX NOUVELLES GALERIES (Brest), les employés de deux magasins sont en grève totale depuis samedi. Ils

exigent la suppression des mutations qui sont en cours et qui vont entraîner une déqualification accélérée et des pertes de salaire.

AUX NOUVELLES GALERIES à St Brieux, les deux magasins sont rentrés à leur tour en grève. Les employés exigent le salaire minimum à 2 000 F pour tous, 300 F et 200 F d'augmentation à différentes dates, la garantie du salaire en maladie dès le 4<sup>ème</sup> jour d'arrêt, etc... L'appel au boycott du magasin en direction des clients rencontre une chaleureuse approbation.

SOPIDAM (Rouen) : Expulsés le 1<sup>er</sup> octobre par les flics, les travailleurs continuent la lutte pour une prime de 300 F pour la rentrée scolaire, une prime de fin d'année de 1 200 F, une augmentation de 6 %.

FRANCIA (Rouen) : les travailleurs sont en grève depuis 3 semaines, interdisant l'entrée de l'usine aux cadres et à la maîtrise. Ils exigent le respect de l'accord salarial 40 H payées 48 ! Ils ont refusé l'évacuation de l'usine demandée en référé, samedi.



Face à la répression patronale

## LA RIPOSTE S'ENGAGE

● Hachette (Bagneux) : Issa Traoré, délégué syndical CFDT, au Livre de Paris (trust Hachette) est menacé de licenciement par la direction de Hachette : il est jugé trop combatif ! L'inspecteur du travail ayant refusé le licenciement, la direction vient d'introduire un «recours hiérarchique» auprès de Beullac, ministre du travail. La riposte d'ampleur ne s'est pas faite attendre ! Débrayages et manifestations se multiplient depuis une semaine dans l'usine !

● Claudel Nestlé (Manche) : Suite à la grève qu'ils ont menée avec leurs camarades en février dernier, deux syndicalistes CFDT ont été licenciés par Durafour. Les travailleurs refusent cette répression ! La CFDT a demandé un recours devant le tribunal. Il y a quelques jours, de nombreux travailleurs de Nestlé, des paysans, des syndicalistes de Caen se pressaient devant le tribunal administratif de Caen où était jugée l'affaire, en soutien à leurs camarades ! Le jugement doit être rendu dans dix jours ! Réintégration des deux délégués !

● S.E.P. (Bordeaux) : Suite à la lutte de quatre semaines menée l'année dernière contre le licenciement répressif d'un de leurs camarades, cinq travailleurs de la S.E.P. (Société Européenne de Pro-

pulsion) à Bordeaux étaient licenciés ! La mobilisation engagée (gala, comité de soutien) a permis la réintégration temporaire de trois délégués. Mais deux travailleurs sont encore à la rue, quant aux trois délégués, Beullac doit statuer sur leur sort d'ici le 9 novembre. La mobilisation se développe largement sur Bordeaux. Réintégration de nos camarades !

● Sanders (Juvisy) : Benainou, délégué CGT de l'usine Sanders à Juvisy (Essonne) vient d'être licencié. C'est le travail développé par la section CGT en vue de construire l'unité ouvriers-paysans contre le trust, que la direction veut ainsi réduire à néant ! Contre cette atteinte aux libertés syndicales, un comité de soutien vient de se créer. La lutte se développe !

● Câbles de Lyon (Clichy) : J.-L. Raboutet, secrétaire de la section CGT, vient d'être licencié par Beullac... Ce licenciement intervient après la lutte de cinquante-deux jours menée à Clichy, l'année dernière en juin, dirigée par la section et alors que plusieurs centaines de licenciements menacent ! Deux autres délégués sont menacés ! Devant la lutte menée depuis un an, l'inspecteur du travail avait refusé le licenciement de Raboutet, mais Beullac est passé outre ! Aujourd'hui, la lutte ne peut que s'amplifier, des contacts sont pris avec les 23 de Bourgogne-Électronique, la S.E.P., Sanders, etc.

● Bourgogne-Électronique (Dijon) : En mars de cette année, les travailleuses de Bourgogne-Électronique menaient une lutte de cinq semaines, arrachant deux cents francs à la direction. Vingt-trois travailleurs étaient alors licenciés. La lutte menée par les 23 permettait la réintégration des délégués. Dernièrement, les 23 passaient devant le tribunal. Beullac doit statuer d'ici le 23 octobre, sur le cas des délégués. La vigilance des travailleurs de B.E. ne sera pas prise en défaut.



# MERLEBACH

# HOMMAGE AUX 16 VICTIMES DU CAPITAL

Graves et nombreux, les mineurs et leurs familles, les habitants de Merlebach ont assisté aux obsèques de leurs seize camarades envoyés à la mort le 30 septembre 1976. Des retraités et des mineurs en activité, des hommes et des femmes, sont venus par milliers. Ils étaient quinze mille peut-être au garage des Houillères où se déroulait la cérémonie, si nombreux que le hangar couvert était trop petit pour les contenir tous. Ceux de Folschwiller, de Remieux, de Petite Roselle, de Marieneau, du puits 5 étaient là, debout. Devant, à côté de l'autel, le catafalque drapé de noir, les familles des victimes, les personnalités.

Après l'oraison, la messe de requiem était célébrée. La fausse neutralité de certaines paroles de l'oraison prononcée par Monseigneur Schmitz rencontre une certaine réserve de l'assistance : «Les accidents du travail sont nombreux. Pour que la sécurité devienne le souci permanent des parties concernées, prions». La sécurité n'est-elle pas pourtant depuis toujours «le souci permanent» des mineurs et de leurs délégués ?

Pendant la cérémonie religieuse, on pouvait lire la douleur sur tous les visages. Attentifs, recueillis et émus, les mineurs et leurs femmes avaient tous la pensée tournée vers leurs seize camarades au nombre desquels ils auraient pu se trouver. Puis c'est le tour de la prière musulmane écoutée avec gravité par les mineurs marocains venus nombreux. Une prière presque inaudible car non amplifiée (pour quelles raisons ?). Attitude écœurante de certains membres du service d'ordre des Houillères, qui ne peuvent s'empêcher de tenir des propos racistes : «Regardez-les, ils enlèvent leurs chaussures, on n'est pas sorti de l'auberge ! Heureusement qu'ils n'ont eu droit qu'à dix minutes !»...

Ensuite vient l'intervention des syndicats prononcée par A. Broquard, de la CFDT, délégué mineur au puits 5. Tout de suite les mineurs se reconnaissent dans cette intervention. Leur attention est plus grande, plus militante. On peut lire l'indignation sur leur visage quand est retracé le film de la journée tragique. Le ton de l'orateur qui exprime à la fois la vraie douleur et la volonté de lutte tranche avec tout le reste de la cérémonie, avec les larmes de crocodile du gouvernement et des HBL.

## LE CYNISME DE LA BOURGEOISIE

L'intervention de Runel, PDG des HBL, pleine d'hypocrisie et de fausse compassion est un monument de mépris et de cynisme. Il commence même par s'incliner devant le ministre du travail et le préfet de région avant de s'adresser aux familles ! Voulant masquer la responsabilité des Houillères, il met «l'accident collectif» sur le compte de «forces naturelles hostiles». Les risques du métier en somme... Il atteint l'ignoble quand il déclare «L'affrontement quotidien à des difficultés que le lent progrès technique ne pallie qu'imparfaitement, forge les hommes. Il est peu de métiers qui constituent une telle école de virilité, de courage, de lucidité». Il se permet même, de façon proprement révoltante, de parler au nom des mineurs ! «Monsieur le ministre du travail, nous sommes tous profondément perturbés par un tel drame, et avons plus qu'en d'autres moments, besoin de sentir compréhension et soutien de la part du pays. Depuis toujours, nous apportons notre part d'efforts, de labeur généreux, et bien malheureusement, notre tribut de vies humaines». Quand il conclut enfin «c'est pourquoi nous devons continuer de tout entreprendre pour protéger la vie des camarades mineurs» il donne à comprendre aux mineurs que c'est la même politique d'insécurité qui continuera, celle qui a assassiné 182 mineurs en 15 ans !

Un grand nombre de mineurs sont indignés par ces déclarations révoltantes. Un murmure envahit la salle et plus de trois mille participants quittent, écœurés, la cérémonie. Ceux qui restent auront droit au numéro de Beullac. Il tente de faire passer les assassins du capital pour une conséquence de la «loi de la solidarité qui s'exprime dans le sacrifice consenti par quelques uns pour sauvegarder la vie de tous les autres et préserver l'outil de production».

Il a même le culot d'expliquer la mort des seize par «la nécessité de combattre d'urgence un feu d'une exceptionnelle gravité», alors qu'en réalité les mesures d'urgence n'ont justement pas été prises par la direction des HBL qui n'avaient qu'un seul but : sauvegarder la

production, sauvegarder ses profits.

Enfin Beullac n'hésite pas à ressortir le couplet de la fatalité en parlant des victimes. «Au delà de l'exemple, ils nous rappellent (notre devoir) qui est de réduire jour après jour la part de la fatalité dans les accidents du travail».

## LES MINEURS N'ONT PAS ÉTÉ DUPES

La cérémonie est terminée. Dans la rue les

discussions s'engagent. A travers ces obsèques, les mineurs ont vu la nécessité de rendre un digne hommage à leurs camarades. Mais en même temps, ils ressentent une certaine déception que la bourgeoisie ait pu tenir le haut du pavé de la cérémonie. A travers l'ordonnancement des obsèques, la bourgeoisie a tenté d'effacer la lutte de classes dans l'unanimité de la douleur. Elle a tenté d'indiquer à la classe ouvrière la voie de la

résignation. Mais le bilan de cette journée de deuil montre pour l'essentiel que les travailleurs n'ont pas été dupes. Les réflexions échangées entre les mineurs, les discussions dans la rue, dans les cafés, le vif intérêt suscité par l'édition spéciale du Quotidien du Peuple, en témoignent. Comme l'ont montré les grèves de solidarité sur les puits du bassin, la vigilance des mineurs contre l'insécurité s'est développée. Le prochain

rendez-vous de la lutte de classes est fixé au 7 octobre et les mineurs de Merlebach en attendent beaucoup.

Transformons notre douleur en force !

Pour faire payer leurs crimes aux Houillères, pour imposer la sécurité dans la mine, pour faire payer la crise à la bourgeoisie, dans l'unité avec toute la classe ouvrière, dès le 7 octobre, passons à l'offensive !



Intervention du délégué mineur (extraits)

## IL FAUT QUE TOUTE LA LUMIERE SOIT FAITE

(...)  
Dans ce drame du 30 septembre 1976 au puits V, nous ne pouvons admettre la fatalité et encore moins la notion d'un tribut qu'il faudrait payer à la mine.

La fatalité est une excuse que l'homme responsable, l'homme debout, conscient et intelligent ne peut admettre. La fatalité est une excuse trop gratuite, trop irresponsable. La fatalité, c'est l'argument de la résignation (...)

L'exploitant, commettant une grave erreur d'appréciation en faisant tout pour minimiser la portée de l'incendie, a, de manière inconsciente, risqué de mettre en danger la vie des mineurs du poste de l'après-midi en voulant les obliger à descendre.

La direction est restée sourde et muette aux appels téléphoniques et télégra-

phiques des syndicats pour faire face efficacement à la situation de danger imminent.

Le Service des Mines, sans consulter les Délégués Mineurs, en ratifiant l'ordre de descente de la direction, a altéré sa qualification d'organisme neutre et indépendant chargé de la sécurité dans les mines.

Heureusement, la confiance des travailleurs dans le jugement de leurs Délégués Mineurs et Syndicaux sur les risques d'une descente, a empêché et probablement évité un drame plus important encore. (...)

Mais le souvenir de nos seize camarades nous fait une obligation solennelle de rechercher les causes réelles, précises, ainsi que les éventuelles circonstances aggravantes de cette catastrophe.

Il faut que toute la lumière

soit faite, que les responsabilités soient situées, car après Sainte-Fontaine, Liévin, Berviller, le puits V, les mineurs veulent connaître les causes réelles exactes de cette catastrophe et, à partir de là, imposer les moyens en vue de conjurer le retour d'un tel accident.

Le travail quotidien, celui de la production charbonnière, les difficultés du métier, les journées tragiques que nous vivons, reposent avec force le problème de la sécurité du travail dans les mines.

Nous savons que le métier de mineur comporte des dangers et demande une lutte continue.

Cela explique l'action permanente des organisations syndicales pour l'amélioration des conditions de travail et de vie.

L'action des mineurs a déjà contribué à améliorer les techniques et doit

pousser les scientifiques à trouver encore de nouveaux moyens pour garantir la vie et la santé des mineurs.

La profession veut une véritable revalorisation du métier :

- une véritable sécurité du travail
- le droit de dire sa façon de concevoir la sécurité dans les Commissions d'Hygiène et de Sécurité que la loi impose et qui n'existent pas dans les mines.

La récession charbonnière a conduit à ralentir, à remettre en cause les progrès d'hygiène et de sécurité au travail. Elle a dans certains cas aggravé l'insécurité en réduisant les recherches et investissements nécessaires à une transformation de l'industrie minière garantissant mieux la vie à travers des conditions de travail améliorées.

# POLITIQUE

## Manœuvres militaires en Provence

### Ils préparent une intervention impérialiste !

Cinq milles hommes participent actuellement à une manœuvre militaire d'importance dans les Bouches du Rhône et en Vaucluse. Sept régiments de parachutistes de la 11<sup>e</sup> division parachutiste, dont le 2<sup>e</sup> REP stationné en partie en Corse, trois groupements spécialisés de la «force française d'intervention», ainsi que d'autres régiments et les écoles de l'air de Salon et d'Orange y participent. Selon le commandement militaire, il s'agit de répéter le scénario d'une intervention «dans un pays ami», africain par exemple, «pour le débarasser de l'agression d'un voisin devenu embarrassant». L'opération est du genre guerre éclair, avec débarquement aéroporté, neutralisation de «points sensibles», opérations de police et retrait rapide. On

ne peut s'empêcher de rapprocher cette opération de l'ensemble des luttes qui se mènent actuellement en Afrique. La France a signé des accords militaires avec un certain nombre de pays africains (Tchad, Sénégal, Cameroun, Maroc, Mauritanie...), accords qui peuvent lui permettre d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays africain, sous prétexte d'une menace extérieure. Les manœuvres en cours rentrent tout à fait dans ce cadre, et constituent une menace pour les peuples du Tiers-Monde, quelle que soit l'image que tente de se donner l'impérialisme français à leurs yeux.

Les manœuvres se finiront par un défilé et un meeting aérien et parachutiste à Carpentras, le 9 octobre.

## LYON

**CONTRE LE PLAN BARRE ATTENDRE 78 ? NON ! OFFENSIVE OUVRIÈRE !**

MEETING COMMUNISTE  
Jeudi 7 octobre à 20 h 30 Mairie du 6<sup>e</sup> Lyon 6<sup>e</sup>

**FACE AU PLAN GISCARD-BARRE CONTRE LES TRAVAILLEURS :** analyse, propositions et perspectives du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste.

**APRÈS LE 7 OCTOBRE, POURSUIVRE LA LUTTE ? COMMENT ?** Débat avec les ouvriers communistes de Berliet, SNAV, Brandt, CGEE, Paris Rhône, Rhodia... des travailleurs des PTT, de la Santé.

FÉDÉRATION RHÔNE LOIRE  
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE m-l

## NANTES

**FACE AU PLAN BARRE, OFFENSIVE OUVRIÈRE**

Quelle riposte opposer au plan Barre ? Que pensons-nous de l'attitude des confédérations syndicales ?

Que pensons-nous de l'attitude des partis de l'union de la gauche ?

Réunion débat, jeudi 7 octobre à 18 heures  
au foyer des jeunes travailleurs  
Boulevard Vincent Gache  
Nantes

## en bref...

### ● RÉPRESSION CONTRE UN APPELÉ

*Jacques Salvator, ancien responsable du MARC (organisation étudiante), actuellement appelé, a été arrêté et incarcéré sous l'inculpation d'animation d'un comité de soldats. Il a été puni de soixante jours d'arrêt. Il était au 94<sup>e</sup> régiment d'infanterie d'Étain dont le comité de soldats publie le journal Splash 94. Il a été muté au camp de Valdahon dans le Doubs.*

*Un comité de soldats existe désormais au 8<sup>e</sup> régiment de dragons. Il publie un journal, Morhange mécanique.*

● **AUGMENTATION DE LA REDEVANCE TÉLÉ :** La redevance télé passera au 1<sup>er</sup> janvier de 125 francs à 162 francs pour les postes noir et blanc et de 235 francs à 243 francs pour la couleur. C'est ainsi que le gouvernement entend appliquer le blocage des tarifs publics !

### LE BLOCAGE DES PRIX NE S'APPLIQUE PAS A TOUS LES LOYERS

Le blocage des prix institué du gouvernement connaît de nombreuses exceptions, et notamment en ce qui concerne certains loyers. Les loyers seront majorés dans plusieurs cas. Le propriétaire pourra augmenter ses loyers si des travaux sont entrepris : réfection, confort. Ces travaux peuvent modifier le classement du logement, changer sa surface corrigée et se traduisent en dépit du blocage par une augmentation souvent considérable.

Les locataires de logement dont le loyer est à la surface corrigée, s'ils payent à terme échu, paieront plus cher, entre 7 et 11% selon la catégorie de leur appartement.

## DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE AU PARLEMENT

### LA RENTRÉE DES MOULINS A PAROLES

Le tout Parlement se pressait hier dans l'enceinte du Palais Bourbon pour la rentrée des grands ténors. A l'affiche cette année, une nouvelle vedette, Raymond Barre a interprété sur l'air bien connu de la lutte contre l'inflation un numéro bien terne. Mitterrand passait en vedette américaine, vieil habitué de la scène parlementaire, il s'est montré plus cabotin que jamais pour donner la réplique à Barre. Les prestations de ces maîtres

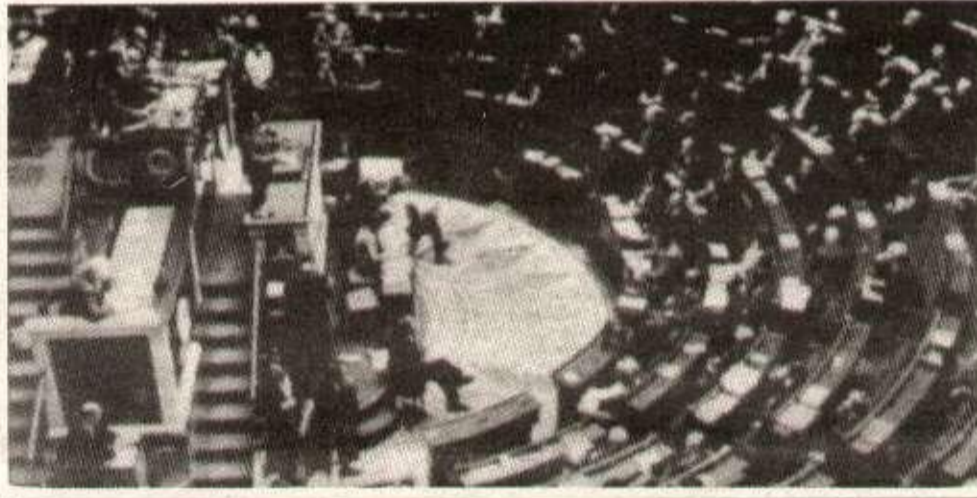
chanteurs ont été largement retransmises, mais elles ne font plus recette, les numéros sont usés, et malgré les variantes d'une année sur l'autre on assiste au même spectacle désuet. Cette année encore nous aurons droit à l'épisode de la motion de censure dont le PCF a pris l'initiative pour forcer la main à son partenaire du PS, qui dans la pire tradition du théâtre de boulevard se laisse séduire par le plan Barre. Finalement le PS votera la

censure avec le PCF qui a ainsi obtenu un gage bien incertain de la fidélité de son partenaire. Spectacle dérisoire, puisque tout est joué, que les décisions sont déjà prises, les bateleurs de la scène parlementaire n'étant là que pour donner l'illusion d'un débat démocratique. Ce n'est pas dans cette enceinte que le plan Barre sera mis en échec, mais dans la rue, dans les entreprises par la mobilisation et les luttes des travailleurs

**ILS AVAIENT VENDU DE LA VIANDE AVARIEE A UNE CLINIQUE : ILS SONT AMNISTIÉS !**

Il y a trois ans, un réseau de trafiquants de viande avariée était démasqué dans la région de Lyon, à la suite de la découverte dans les réfrigérateurs de la clinique St Roch à Villeurbanne de produits avariés. Une dizaine d'individus, dont des restaurateurs, des marchands de gros, des fournisseurs étaient inculpés. On devait découvrir aux établissements Floccard, plaque tournante du réseau plus de deux tonnes de poisson et deux cents kilos de volailles en état avancé de putréfaction, chez d'autres, il était découvert des saucissons rongés par les rats, des volailles plus qu'avancées... ; le tout destiné à être revendu à des prix concurrentiels aux cliniques de la région.

La justice a été d'une clémence scandaleuse vis-à-vis de ces escrocs criminels, puisque tout ont été condamnés à des peines amnistiables et donc amnisties puisque les faits sont antérieurs à la loi d'amnistie, les peines les plus sévères ont été de six mois avec sursis et vingt mille francs d'amende.



## Appel de la Coordination Régionale des Elèves Révolutionnaires

Répondant à l'appel du Comité de Lutte de Rodin et de treize autres comités d'action et de lutte pour un cortège autonome des collégiens et lycéens dans la manifestation du 7 octobre, la Coordination Régionale des Elèves Révolutionnaires de Paris et banlieue, appelle tous les collégiens et lycéens à se regrouper à 9 h 30 devant le lycée Hélène Boucher.

**NON AU PLAN GISCARD-BARRE ! SOUTIEN DE LA JEUNESSE DES ÉCOLES À LA PRÉPARATION DE L'OFFENSIVE OUVRIÈRE.**

COMMUNIQUÉ DU LYCÉE BALZAC

L'AG des élèves de Balzac appelle au rassemblement autonome des lycéens, à 9 h 30, devant Hélène Boucher pour la participation à la journée du 7 octobre.

L'AG a adopté le mot d'ordre : «A bas le plan Barre, soutenons les luttes des travailleurs qui n'attendent pas 78». Des élèves manifesteront dans le cortège syndical.

● **L'APPEL DE CHIRAC A ÉTÉ ENTENDU... PAR LES FASCISTES :** L'appel au rassemblement lancé par Chirac à Egletons a déjà recueilli des échos favorables. L'extrême-droite qui a fait la campagne électorale de Giscard, déclare par l'ouverture de gauche de celui-ci approuve Chirac. Le PFN exprime sa «satisfaction» et déclare qu'il «continuera à dénoncer le «laxisme» de la politique présidentielle et jugera M. Chirac sur ses actes».

## LE BLOCAGE DES PRIX FAIT VALSER LES ÉTIQUETTES

La conférence de presse de la CGT l'a confirmé, les grands magasins, les grossistes, les industriels prennent des dispositions pour contourner le blocage des prix. Le blocage était applicable depuis le 15 septembre, le moyen le plus couramment utilisé consiste à antedater les hausses. Plusieurs imprimeries auraient eu des commandes subites de catalogues établissant les prix au 15 septembre. Dans les grands magasins, c'est la valse des

étiquettes, les relevés effectués par des militants syndicaux sont sans appel, certains produits ont augmenté de plus de 20 % quelques uns ont même accusé une hausse de 50 %.

Par ailleurs, le blocage des prix ne s'applique pas aux produits frais, les pommes de terre, les légumes même si leur marge est bloquée, continuent donc d'augmenter. La spéculation touche également certains produits comme le sucre, le café.

Un des moyens de camoufler les hausses est la création de produits «nouveaux» : changement de conditionnement, baisse de qualité...

Enfin, preuve que le gouvernement contrairement à ce qu'il affirme ne veut pas se donner les moyens de faire respecter le blocage des prix, c'est l'insuffisance des contrôleurs. Il n'y a que 1 500 agents pour assurer la

surveillance des prix (18 agents dans les Hauts de Seine par exemple). Pour 77 seuls 20 emplois seront créés, alors que 60 vacataires viennent d'être licenciés.

Précédé de nombreuses hausses, le blocage des prix qui s'arrête au 1<sup>er</sup> janvier sera à coup sûr suivi d'un rattrapage, annulant une partie de ses effets.

Quelques relevés effectués depuis le 22-9-76 par la fédération CGT du commerce et de la distribution.

### UNIPRIX LA FOURCHE

Sucre Samos de canne	+ 20,48%
Café «Maison du Café» rouge, 500 g	+ 21,69%
Ricoré	+ 22,04%
Chocolat Benco	+ 8,53%
Riz Uncle Ben's	+ 8,86%
Cassoulet William	+ 9,09%
Bière Kronenbourg, les 6	+ 11,11%
Sel Cérébos	+ 17,14%

### MONOPRIX VILLEJUIF

Nescafé + 16,57%

### PRISUNIC BOULOGNE

Purée Mousseline Forza (grand modèle)	+ 52,47%
Huile Astra	+ 11,50%
Huile Forza	+ 13,33%
Pain grillé Prior	+ 44,44%

### EUROMARCHÉ ATHIS MONS

Steak haché	+ 14,94%
Flageolets verts mi-fins Vernet, 250 g	+ 38,29%
Pâté William Saurin	+ 29,16%

# LIBAN LES TROUPES SYRIENNES EN DIFFICULTE

A Aley, toutes les forces palestiniennes et patriotiques libanaises de la montagne organisent la défense de la ville. Les premières lignes ne sont qu'à quelques centaines de mètres des chars syriens, des T 62 soviétiques fraîchement livrés. L'offensive lancée, il y a trois jours, destinée à prendre en tenaille la ville par les troupes fascistes au Sud et par l'armée syrienne au Nord, a été brisée, par la déroute infligée aux troupes fascistes. Une fois de plus, la bataille de Aley a prouvé que sans l'armée syrienne, les fascistes libanais ne sont rien.

Après avoir envahi la montagne, les troupes syriennes ont dû arrêter leur avance : dans leur repli, les forces palestiniennes leur ont infligé de très lourdes pertes et une attaque contre Aley leur coûterait très cher. Ils ont pu gagner du terrain sur la Résistance Palestinienne et les forces libanaises, mais ils n'ont pu les briser. Dans le secteur nouvellement conquis, l'armée syrienne étend son administration tirant prétexte des atrocités des fascistes libanais pour prendre directement le contrôle des villages.

C'est le cas notamment des villages de Salima et Asoun dont l'armée syrienne s'est emparée, à l'appel, selon elle, des responsables religieux druzes, «pour les protéger des exactions des kataeb» de Gemayel.

## «DES INCIDENTS INHUMAINS ET SAUVAGES»

«Des enlèvements, des assassinats ont eu lieu dans ces villages», déclare le représentant de la Ligue Arabe. Une tension règne dans ce secteur à la suite d'incidents inhumains et sauvages». Amine Gemayel envoie ses troupes faire sauter les maisons de ceux qui ont parti-

cipé à la Résistance, tout comme les sionistes. Toute la population est menacée de mort. «On ne peut pas avoir confiance en eux», déclarent les responsables phalangistes ! Vingt-neuf personnes sont assassinées à Salima, dix-sept personnes emmenées en camion ont disparu à Bifkaya où règne Gemayel. Au total, entre cinquante et cent personnes ont été assassinées.

## RETRAIT DES TROUPES SÉOUDIENNES ET NÉGOCIATIONS

Le retrait des forces séoudiennes des hauteurs du Golan où elles se trouvaient depuis 1973 vient de rendre plus difficile la situation de Assad : c'est un désaveu de sa tentative de s'emparer de tout le Liban, et de se rendre maître de toute cette région. Le retrait intervient à la suite du refus d'Assad de participer au sommet de Djedda, réclamé par l'Égypte. De son côté, Sarkis a lancé un appel à la Ligue Arabe. «La tragédie qui se déroule au Liban pourrait devenir une tragédie arabe». Sur la base de la détermination du peuple palestinien et libanais de résister, les contradictions entre les régimes arabes et entre les forces de droite et Sarkis

affaiblissent la tentative de Assad.

Aussi après avoir lancé son offensive dans la montagne, le régime syrien tente-t-il à nouveau de réaliser par des négociations ses exigences : que la direction de l'OLP soit modifiée et que les Palestiniens se retirent dans les camps de réfugiés et abandonnent leur armement lourd. Les discussions commencées, selon certaines informations, sont combinées de la part de la Résistance Palestinienne d'une mobilisation générale pour se défendre aux côtés du mouvement

## CONDAMNATION A MORT A DAMAS

Hussein El Rahi, Syrien de 28 ans, a été condamné à mort pour «activités subversives», son frère a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Ils auraient reconnu avoir placé des explosifs dans un entrepôt, affirme l'agence de presse officielle. En réalité, ce procès montre la peur du régime syrien devant toute forme d'opposition dans le pays à la suite de son agression au Liban.

patriotique contre toute attaque visant à la détruire. Comme le montre l'appel de Yasser Arafat.

L'agression syrienne dans la montagne n'a rien réglé pour le régime syrien et ses difficultés se sont encore aggravées en aiguillant ses contradictions avec les autres régimes arabes, tandis que la résistance populaire s'organise.

## Brejev à la télé

### Des paroles pour camoufler l'oppression a l'intérieur et la menace de guerre

Parlant en direct, à la télévision française, relayée par de nombreux chaînes d'Europe de l'Ouest et de l'Est, Brejev a eu l'occasion de donner de l'Union Soviétique une image idyllique, tant sur sa situation intérieure que sur ses positions internationales.

Se gardant bien d'affirmer que le parti des nouveaux bourgeois soviétiques représentait la classe ouvrière, de peur d'être démenti, il a cependant prétendu que son principal souci était «l'élévation continue du niveau de vie matériel et culturel, l'amélioration du travail et de la vie quotidienne». Ce genre d'affirmation est assez général pour qu'un quelconque Giscard puisse la reprendre à son compte. Ce qui compte, la seule garantie que ces objectifs soient réellement accomplis, c'est que la classe ouvrière, le peuple travailleur, dispose, avec le pouvoir, des moyens de les mettre au centre de l'effort de production.

Or, en URSS, le système du directeur unique dans les entreprises, le rétablissement officiel du profit comme critère de la production, le développement d'une couche de gestionnaires ultra-privilegiés, ont depuis longtemps acquis de conquêtes socialistes par la classe ouvrière et ses alliés. La loi, c'est celle du capitalisme d'Etat ; le moyen de la maintenir c'est ce système de répression sans précédent depuis Hitler, dirigé plus encore contre le peuple travailleur que contre les intellectuels dont on parle à l'occasion en Occident.

Aussi, lorsque Brejev parle, à propos du plan économique en cours, du «quinquennat de la qualité», le bout de l'oreille perce : non seulement il se garde bien de donner la part qu'occupe dans ses préoccupations la production de biens de consommation de masse, relativement à une industrie lourde toujours plus tournée vers l'armement. Mais encore, il en vient à prêcher avant tout «l'élévation de la productivité», qui se traduit pour la classe ouvrière soviétique

par l'exploitation accrue et les licenciements.

Parlant de l'agriculture, il tente d'attribuer les mauvaises récoltes successives (depuis 10 ans, en réalité), aux conditions climatiques. Alors que, du temps où l'URSS était encore socialiste, elle exportait des céréales : «L'initiative et l'enthousiasme» des paysans des kolkhozes et des ouvriers des fermes d'Etat à engraisser les nouveaux bourgeois ne semble pas faire merveille.

## LES CANONS DE LA DÉTENTE

Abordant la situation internationale, Brejev a eu l'occasion de déployer son arsenal habituel de déclarations en faveur de la «détente», de la «paix», et du «désarmement». Etrange langage dans la bouche d'un homme qui fait travailler 60 % de son industrie pour la guerre, dont les tanks écrasent actuellement, sous les couleurs syriennes, les peuples palestinien et libanais, et qui vient nous prétendre que «les plans de développement de l'URSS sont conçus dans l'optique de la paix» !

Oui, mais, prétend-il, «nous sommes placés devant la course aux armements», «nous sommes obligés de perfectionner notre défense» : autant dire de celui qui est en tête qu'il n'est qu'un spectateur. «On entend des voix proclamer que la première

puissance de l'OTAN doit être la plus forte dans le monde» a dit Brejev : il n'a pas «proclamé» qu'il poursuit le même but. Et depuis quand la «détense» de l'Union Soviétique se joue-t-elle dans l'Océan Indien, dans les Caraïbes, en Angola ou au Moyen-Orient ? Staline n'en usait pas ainsi, dont la flotte se contentait de patrouiller dans les mers qui baignent effectivement les côtes soviétiques.

Poursuivant sur sa lancée, le premier secrétaire du parti révisionniste soviétique en vient à accuser «les gouvernements de certains pays occidentaux» de «mettre des bâtons dans les roues» de la «détente», et fait de celle-ci «le critère politique pour juger les hommes d'Etat». C'est avouer sa déception : se sentant menacés, divers dirigeants des bourgeoisies occidentales tendent en effet à adopter une ligne de plus grande résistance aux ambitions soviétiques. Que ce soit pour se jeter dans les bras des Etats-Unis, c'est là une évidence qui n'est pas faite non plus pour nous réjouir. Mais au moins, ce n'est pas au Kremlin à s'en plaindre. Et notre peuple n'est pas prêt à accepter comme un trait positif de la politique extérieure de ses ennemis de classe les concessions que leur faiblesse les amène à lui faire.

Au fait, cette émission, somme toute, en était une, et de taille : donner à un Brejev l'occasion de se parer d'un visage pacifique en en faisant un événement journalistique : que pouvait-il souhaiter de mieux ? Alors, tout de même, il aurait pu se passer de la menace par laquelle il a conclu : «le souhait» que, en France, non seulement aucun homme d'Etat, mais aucun journal, ne se permette à son égard «de geste inamical» : prétendrait-il, par exemple, faire taire notre voix ? Les nouveaux bourgeois sont insatiables !

Jean LERMET

## Giscard en Iran

### DISCUSSIONS POLITIQUES POUR ARRACHER DES MARCHÉS

Hier matin, Giscard discutait avec le Chah. Du Liban, du dialogue Nord-Sud. Le Chah qui soutient les fascistes libanais en leur livrant des chars doit apporter son soutien aux tentatives de Giscard d'intervenir directement au Liban. Quant au dialogue Nord-Sud, Giscard veut s'entendre avec le Chah pour imposer une tentative de saper l'unité du Tiers Monde en le ralliant aux

propositions giscardiennes qui consistent à s'opposer en paroles aux propositions américaines et à s'opposer en fait aux propositions du Tiers Monde, notamment en ce qui concerne le report des dettes. Giscard encouragera sans doute le Chah à s'opposer à la hausse du prix du pétrole que les pays de l'OPEP préparent pour rattrapper en partie l'inflation qui a réduit le pouvoir d'achat des pays producteurs dans une proportion de plus de 30 %.

Mais le vrai problème de Giscard est de gagner des marchés. Les «fabuleux» contrats promis à Chirac n'ont pas été réalisés. L'impérialisme allemand a rafflé une partie des marchés, parce que selon le

premier ministre iranien, les industriels français ne s'«adaptaient pas au marché et aux exigences de l'Iran». Le but réel du voyage de Giscard est d'arracher des contrats fermes notamment sur les centrales nucléaires, et d'augmenter ses ventes d'armes à l'Iran, équipé principalement par les Anglais et les Américains.

## DES MARCHÉS D'ARMES

L'Iran a déjà acheté douze vedettes lance-missiles à la France. Giscard cherche à vendre des sous-marins Agosta équipés de vingt torpilles et aussi le futur sous-marin nucléaire. Pour rentabiliser son industrie d'armement, Giscard équipe la marine du Chah, l'un des

pilliers de ses activités de gendarme dans le golfe.

C'est cela le redéploiement : l'industrie française est en difficulté sur la plupart des marchés du monde et Giscard doit arracher des marchés qui viennent servir directement les régimes les plus réactionnaires. La politique économique de Giscard, c'est une politique complémentaire de celle de l'impérialisme américain. Il veut armer le Chah, il arme l'Afrique du Sud, il équipe le régime de Park Chung Hee. Sur cette base, il va essayer de compléter les marchés en demandant au Chah de transformer ses options sur Concorde en commandes fermes et d'acheter des Airbus.

## PALESTINE OCCUPÉE Manifestations dans toute la Cisjordanie

Tandis que se déroulaient les manifestations de Hebron contre lesquelles armée et colons sionistes ont tiré, des manifestations se déroulaient partout. - A El Khalil, le couvre-feu a été imposé à la suite des vols de terre prévus pour installer de nouvelles colonies sionistes. - A Hebron, les correspondants de presse ont été refoulés. L'armée sioniste veut assassiner sans témoins. - A Naplouse, des manifestations se sont déroulées contre l'occupation. Des barricades ont été dressées et les manifestants ont attaqué des voitures de colons sionistes. - A Ramallah, les élèves de deux écoles observent la grève des cours. Les forces d'occupation ont réprimé les manifestations avec des tirs de grenades lacrymogènes. Des arrestations ont eu lieu et le couvre-feu a été imposé.

## o ETHIOPIE :

Fikre Méris, l'un des principaux conseillers civils du gouvernement militaire provisoire d'Éthiopie, a été tué dans un attentat qui s'est produit dans la capitale, le 3 octobre, on ignore qui sont les auteurs de l'attentat.

# INTERNATIONAL

## Pays basque

### MESURES POLICIERES RENFORCEES

L'assassinat avant-hier du conseiller du royaume en poste au Pays Basque, Juan Marai de Araluce à Saint Sébastien, a servi de prétexte à une aggravation de l'état d'urgence qui n'a jamais été levé depuis les semaines qui ont précédé la mort de Franco, il y a plus d'un an. Les flics patrouillent dans les rues armés à la main, les perquisitions sans mandat sont nombreuses. Cette opération dont personne ne revendique pour l'instant la paternité vient à la suite de nombreux assassinats perpétrés par la police et ses groupes para-policiers du Christ-Roi.

**MARS :**

- Romualdo Barroso Charro, ouvrier (19 ans) ; assassiné à Vitoria le 3 mars par les forces anti-émeutes.  
- Pedro M. Ocio et Francisco Aznar, ouvrier (17 ans), assassinés le même jour à Vitoria.  
- José Castillo, ouvrier, mort le 6 mars, trois jours après avoir été blessé par balles, toujours à Vitoria.  
- Vicente Antonio Ferrero, ouvrier (18 ans), assassiné à Basauri par la garde civile au cours d'une manifestation organisée pour protester contre les événements de Vitoria.

**AVRIL :**

- Imanol Garmendia, membre de l'E.T.A., tué au cours d'une fusillade à Vera de Bidasoa.  
- J. Bernado Bidaola Atxega, militant de l'E.T.A., tué

lors d'un affrontement avec la garde civile.

**MAI :**

- Aniano Gimenez Santos, abattu par les partisans de Sixto de Bourbon à Montejurra.  
- Ricardo Garcia Pellejero, ouvrier (20 ans), assassiné par les partisans de Sixto de Bourbon à Montejurra.

**JUILLET :**

- Begona Mentxaka, femme au foyer, assassiné par des policiers en civil lors d'une manifestation à Santurce.  
- Eduardo Moreno Bergaretxe (Pertur), membre de l'E.T.A., enlevé à Béhobie.

**SEPTEMBRE**

- Jesus Maria Zabala Erason, assassiné par la garde civile au cours d'une manifestation à Fontarrabie.

s'occuper des prisonniers politiques continuent de sévir. Ainsi, dans les prisons de femmes de Barcelone et de Cuidad Raal, les «Croisées Evangéliques du Christ Roi», une organisation religieuse. Celles-ci exerce une violente répression dans les prisons mêmes.

«Nous étions enfermées 22 heures sur 24 dans la cellule sans pouvoir bouger ni aller nulle part... Cette cellule n'est pas petite si on se dit qu'elle est faite pour douze personnes, mais nous étions presque les uns sur les autres et avec autant de détenues dans une cellule c'est impossible de maintenir un minimum d'équilibre.

Nous avions décidé de ne rien laisser passer... Quand on les appelait, elles ne venaient pas... Une fille a commencé à avoir les premières douleurs de l'accouchement, nous avons frappé à la porte pour que les croisées viennent, mais il ne vint personne, bien qu'une croisée était en train de nous surveiller par la fenêtre. Elles ne bougent pas même si tu es en train de crever... Quand elles sont venues, elles nous ont insultées et... mis plus de quatre heures pour conduire la fille à l'hôpital».

C'est cela l'Espagne de Juan Carlos racontée par une prisonnière politique basque qui vient de sortir de prison. C'est cela la terreur que Juan Carlos a continué d'exercer contre le peuple basque. C'est ainsi qu'il a recueilli l'héritage de Franco. L'assassinat de Juan Marai Araluce ne modifie pas cette réalité : l'état d'urgence est appliqué sans interruption depuis plus d'un an.

Pays Basque, 131 Basques sont dans les geôles des différentes prisons d'Espagne. Dans certaines prisons, des corps de gardiens spécialement organisés pour

**131 PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES**

Tandis que la terreur fasciste s'exerce toujours au

## Allemagne : LES DIFFICULTÉS DE SCHMIDT

Schmidt reste bien sûr chancelier, puisque le parti libéral a décidé avant les élections de maintenir l'al-

liance avec le SPD. Mais on dit de plus en plus que tout en restant au gouvernement avec Schmidt, le FDP, le

parti libéral va nouer ici et là dans les länder des alliances ou au moins des accords partiels avec la CDU. Cette dispute pour le pouvoir peut déboucher à terme sur une crise gouvernementale. Mais fondamentalement les élections et leur résultat l'ont montré, il n'y avait que des différences de détail entre les deux partis SPD et CDU-CSU. La seule question posée par la CDU était de savoir qui serait le mieux placé pour mener la politique tracée par le gouvernement Schmidt.

Ainsi Schmidt a fait toute sa campagne sur le thème, je suis plus capable, j'ai plus de fermeté et de sang froid que Kohl, alors que la CDU critiquait ses qualités personnelles de chef d'État.

Schmidt va avoir des difficultés pour gouverner mais son gouvernement n'offrira rien d'autre que le programme que la CDU appliquerait si elle parvenait au gouvernement.



## République Arabe Sahraouie Démocratique

### Combat au cœur du dispositif d'occupation marocain

Les opérations militaires de la deuxième semaine de septembre se sont déroulées au cœur du dispositif militaire marocain. Les harcèlements et les attaques contre la garnison de Guelta Zemmour se sont poursuivies pendant cette période. Elles ont débouché le 25 septembre sur une attaque frontale

importantes. Les renforts envoyés ont été attaqués avant d'arriver et ont laissé 20 morts sur le terrain. Entre Bou Craa et El Ayoun, les patrouilles sont attaquées : le 28, 32 soldats ont été mis hors de combat et une mitrailleuse 12,7 ainsi que des caisses de munition récupérées. Enfin, entre

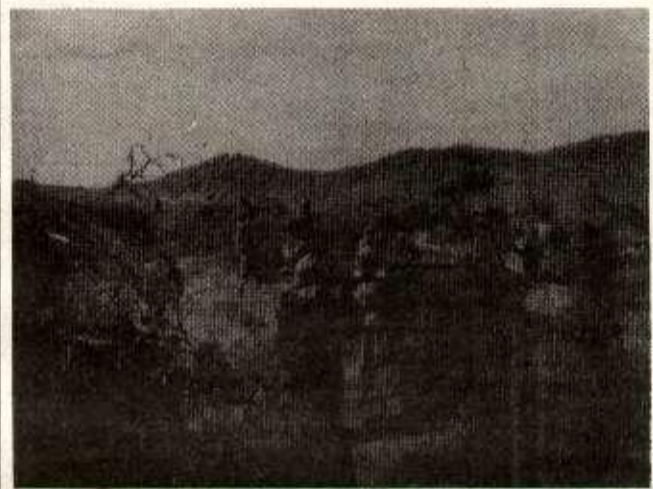
dont les soldats sont soutenus par tout leur peuple, dont l'unité et la détermination se sont affirmées au deuxième congrès.

**PRÊTS A COOPÉRER AVEC L'ONU**

C'est cette situation qui permet à Mohamed Abd El Aziz, secrétaire général du Front de s'adresser à l'ONU à l'occasion de l'Assemblée générale.

«Notre peuple, qui espère bientôt prendre sa place parmi vous, fait confiance à votre assemblée pour qu'elle prenne ses responsabilités... qu'elle rappelle à ses membres... l'interdiction de toute agression, de toute tentative d'occuper par la force des territoires au-delà de ses frontières reconnues internationalement, l'interdiction d'aider les agresseurs.... Qu'elle exige donc le retrait immédiat et total des armées d'invasion marocaine et mauritanienne.»

«La puissante et victorieuse victoire de notre peuple ne nous rendent pas arrogants... Nous souhaitons ardemment la paix... nous restons prêts à coopérer avec l'organisation des Nations Unies, et toute autre partie intéressée à la paix, à condition que soit respecté le droit fondamental et imprescriptible de notre peuple à la liberté et à l'indépendance.»



contre la garnison qui avait été complètement isolée à la suite des embuscades et des multiples attaques contre les petits détachements et patrouilles qui en sortaient ou y venaient.

A Bou Craa, la mine de phosphate dont la production est arrêtée, les troupes marocaines ont été encerclées et ont subi des pertes

Smara et El Ayoun, un convoi a été immobilisé à la suite du passage de 4 camions sur des mines. Smara, El Ayoun, Gulta, Bou Craa sont les principales bases de l'occupation militaire. Que les troupes marocaines soient harcelées au cœur de cette zone montre que le rapport de force est de plus en plus à l'avantage du Front Polisario

## ANGLETERRE : LE RACISME AU CONGRÈS CONSERVATEUR

«Le rapatriement massif des immigrants noirs et asiatiques est le seul moyen de résoudre le problème racial en Grande Bretagne» a déclaré le raciste Enoch Powell du Parti conservateur à la veille du Congrès de son Parti. Il propose de verser mille livres par personne «ce qui ne fait que deux cents millions de livres par an pendant cinq ans». La promesse démagogique de verser de l'argent à ceux qui seront expulsés ne cache pas que Enoch Powell vient ainsi relancer l'agitation raciste sur le thème «ils n'ont qu'à retourner chez eux» alors qu'il y a quelques semaines, à peine se déroulait la plus violente manifestation anti raciste à la suite des attentats contre les immigrés perpétrés à l'instigation de Powell et de ses supporters.

**LE MODÈLE ALLEMAND**

Par ailleurs le principal point du Congrès conservateur sera la critique du contrat social anglais auquel sera opposé... le modèle allemand : les conservateurs anglais opposent aux travaillistes anglais le modèle pratiqué par les socialistes alle-

mands. Quant au fond c'est un débat essentiellement en trompe l'œil : du modèle anglais dont se réclame Chirac au modèle allemand c'est la même politique de collaboration de classe qui est imposée. Des conservateurs britanniques à la CDU allemande

c'est le même programme fondamentalement que les sociaux démocrates. Le congrès conservateur n'a rien à proposer pour sortir de la crise de l'impérialisme anglais, sinon cette violente attaque anti populaire que veut déclancher Enoch Powell.

## FMI : CHANTAGE AMÉRICAIN ET SOUTIEN FRANÇAIS

La réunion du Fonds Monétaire International qui se déroule à Manille est aussi le siège d'un affrontement entre les Américains et le Tiers Monde. Le secrétaire d'État américain au Trésor, Simon, a violemment attaqué les pays de l'OPEP qui prévoient une augmentation des prix du pétrole en les accusant de rendre beaucoup de pays incapables de rembourser leurs dettes et par là même hors d'état de contracter de nouveaux emprunts dans le monde. C'est une menace directe de couper tout crédit aux pays les plus pauvres du Tiers Monde pour les opposer à l'OPEP.

Dans le même temps, il s'est opposé à toute discus-

sion sur «une réévaluation globale ou l'effacement de la dette» exigées par les pays du Tiers Monde.

Le chantage américain, par lequel il tente de pallier son isolement à la suite du rejet de la proposition de banque de ressources renouvelée ici après avoir déjà été refusée à Nairobi, a rencontré un certain écho dans le discours du représentant de Giscard : il a refusé toute discussion globale sur cette question et réclamé un règlement cas par cas, alors que les pays du Tiers Monde exigent une discussion globale qui leur donne leur véritable force, tandis qu'isolés ils doivent se plier à la coalition de leurs débiteurs.



# REPORTAGE

## IRLANDE : DU NORD AU SUD

# UN PEUPLE CONTRE L'OCCUPANT BRITANNIQUE. 2.

Enquête de Sebastien Gweltaz



Il y a huit siècles que l'Irlande fut soumise à l'Angleterre par les armes et ce, jusque après l'insurrection de 1916. Durant cette longue période, la situation du peuple irlandais a été désastreuse : obligé de s'exiler et victime de la famine au 19<sup>ème</sup> siècle, le peuple irlandais perdit ainsi deux millions des siens. En 1609, toutes les terres d'Ulster furent remises entre les mains des colons anglais et écossais, tous anciens soldats ayant participé à la colonisation. Dans toute l'Irlande d'autres terres furent confisquées, laissant aux irlandais à peine de quoi vivre et les obligeant à servir de main d'œuvre aux colons. En 1649, un soulèvement du peuple fut écrasé par Oliver Cromwell. De nombreuses autres insurrections eurent lieu durant les 18 et 19<sup>ème</sup> siècles.

Pour maintenir sa domination, l'Angleterre a toujours pratiqué et développé la division entre irlandais. Ainsi, se rallie-t-elle les protestants en leur disant que chaque révolte des catholiques ne vise en fait qu'à les détruire, la propagande britannique essaye également de faire croire aux travailleurs protestants que, dans une Irlande indépendante et unifiée, à majorité catholique, ils n'auraient pas de travail ou alors ce serait pour des salaires de misère. Donc, leur intérêt serait de rester dans l'union avec le royaume uni. Un membre du gouvernement britannique déclarait au début du siècle au sujet des catholiques et des protestants : «J'espère qu'il y aura toujours désunion entre eux. L'idéal serait de maintenir toujours cet état de paix ou du moins sans luttes». Cette politique est toujours en vigueur actuellement.

### DIVISER POUR RÉGNER

C'est le lundi de Pâques 1916 qu'eut lieu l'insurrection qui fut proclamée la République par le gouvernement provisoire ayant à sa tête de grands révolutionnaires comme James Connolly, Patrick Pearse etc... Après plusieurs années de lutte, l'impérialisme britannique fut obligé de négocier et sa réponse au combat des patriotes irlandais fut l'«Acte de gouvernement d'Irlande», approuvé en 1920 par le parlement britannique de Westminster.

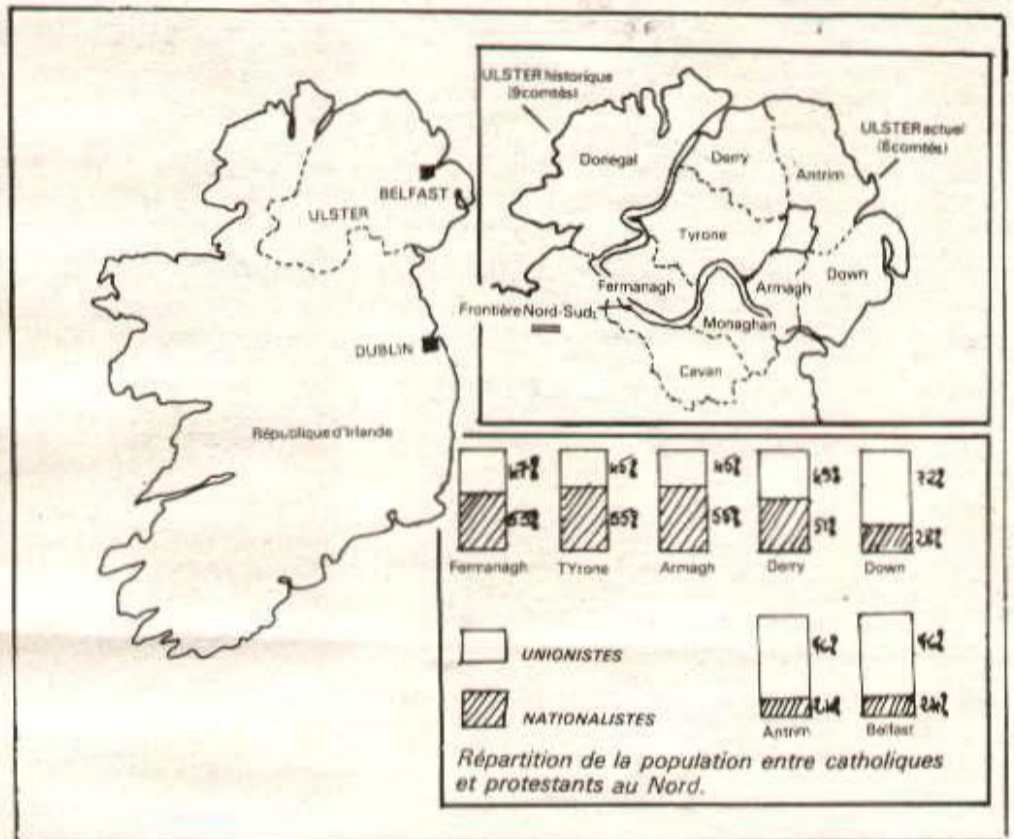
Cet acte créait la division de l'Irlande en deux parties : le nord, l'Ulster, où avaient afflué nombre de protestants venant de toute l'Irlande, restait sous domination britannique ; le sud, la République d'Irlande qui faisait désormais partie du Commonwealth. L'Ulster historique compte 9 comtés à majorité catholique. Pour diviser le peuple, les anglais prirent 6 comtés qu'ils nommèrent Irlande du Nord, le reste allant au

de bus scolaires, 3 seulement sont catholiques. Mais on ne prive pas les catholiques de travail à cause de la religion mais parce qu'ils sont, dans leur immense majorité, favorables à l'indépendance et à la réunification de l'Irlande.

### AU NOM DE L'IRLANDE

La majeure partie du peuple irlandais n'accepta pas le traité qui consacrait la partition de l'île. La lutte continua et les Républicains furent provisoirement battus par les partisans de ce traité qui les combattirent avec toute l'aide de l'impérialisme britannique. L'Irlande se trouvait donc divisée : 6 comtés au Nord, 26 au Sud. L'Etat «libre» d'Irlande commençait son existence coude à coude avec les britanniques dans la répression contre les patriotes irlandais.

Se parant du nom du nationalisme irlandais et, prétendant défendre le peuple irlandais, la bourgeoisie ne cesse de lancer ses attaques contre le peuple qui la rejette de plus en plus massivement. De nouvelles législations viennent renforcer un arsenal de lois répressives déjà important. Au camp de Long Kesh où furent internés de nombreux républicains au nord, succède la prison de Portlouse à 100 kms au sud de Dublin. Ainsi, il y a 1 800 patriotes emprisonnés pour s'être levés contre la domination britannique et de la bourgeoisie irlandaise. En Irlande du Sud, on peut compter un prisonnier politique pour 26 000 personnes et... 1 policier pour 67 personnes !



## Ulster et Sud un combat différent ?

La grande partie du secteur financier et industriel est dans les mains de l'impérialisme britannique. Au niveau culturel on voit également quelle a été l'emprise des britanniques et comment ils ont voulu affirmer leur domination.

Ceux-ci, dès le début de la colonisation, se sont attachés à détruire le gaélique, langue du peuple irlandais, et imposer l'anglais. Ils avaient très bien vu que l'un des meilleurs moyens pour détruire l'identité nationale du peuple irlandais, était de détruire sa langue. En 1442, Sir John Davies, un grand

colon, n'écrivait-il pas que «partout où l'irlandais est parlé, les gens restent forcément irlandais». Un membre de l'appareil britannique, Fynes Moryson, déclarait qu'«en général, toutes les nations n'ont rien trouvé de plus puissant pour unir les esprits, que de créer une communauté de langage» mais il était obligé de reconnaître que «la loi faite pour étendre l'influence de la langue anglaise en Irlande a toujours été interrompue dans son application par les rébellions et des mauvais sujets».

Mais toutes les tentatives faites pour détruire la culture irlandaise et par là, tout esprit et sentiment national ont été vouées à l'échec tout au long des 8 siècles de domination anglaise.

Au lendemain de l'indépendance (traité de 1921), lorsque fut créée la République d'Irlande, on aurait pu penser que la culture, la langue gaélique, allaient retrouver la place qui leur était due, mais, il n'en fut rien, ou presque. Et ceux-ci gardèrent toujours une place de second rang. Peu nombreuses sont les écoles au sud qui font leur enseignement en Gaélique ; dans la majorité des cas, c'est l'anglais qui est parlé. Ainsi, seules quelques personnes parlent et peuvent apprendre leur langue alors que l'on fait en sorte que l'immense majorité

du peuple ne puisse la parler.

La situation au sud n'est donc guère différente de celle du nord qui, lui, est administré directement par l'impérialisme britannique. Au Sud, la bourgeoisie irlandaise se charge de réprimer le peuple. Toutes les mesures répressives adoptées par la Dail irlandaise (4) sont pour ainsi dire directement calquées sur celles en vigueur au Nord comme le «Spécial Power Act», (voir Quotidien d'hier) et vont dans le sens de la défense des intérêts britanniques.

L'ennemi du peuple irlandais, c'est l'impérialisme britannique et la bourgeoisie irlandaise à son service ; c'est lui qu'il s'agit d'abattre. Le sud n'est en fait qu'une néo-colonie ; au niveau des bourgeoisies anglaises et irlandaises, l'unité est très grande et, comme le disait un vieil irlandais rencontré dans un pub de la banlieue de Dublin, L'Irlande est unifiée aujourd'hui... mais dans la répression contre les patriotes».

DEMAIN LA SUITE DE NOTRE REPORTAGE

**INTRODUCTION CARD** Class of printing

MINISTRY OF LABOUR, NORTHERN IRELAND.

Office No. \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_ Class No. \_\_\_\_\_  
 Street No. \_\_\_\_\_  
 ALFRED STREET

In reply to your request for \_\_\_\_\_

I am sending the bearer, M. \_\_\_\_\_

Please complete the space below and return the card as soon as possible, through the post, in the enclosed prepaid envelope.

H. G. STEVENSON, Manager.

**EMPLOYER'S REPLY**

Have you engaged the worker?

Date worker to be start \_\_\_\_\_

If the worker is not engaged please state reasons \_\_\_\_\_

Place in gross \_\_\_\_\_  
 Signature: J. Brothers  
 Date: 2/7/50

**ULSTER :**  
 Le motif indiqué par l'employeur, sur la carte de l'emploi, pour refuser le travail à un travailleur catholique : religion ! (Dans la population catholique au Nord - 500 000 -, on trouve une moyenne de 25 % de personnes au chômage).

**IMPORTANT.**  
 Refusal of suitable employment is a disqualification for the receipt of Unemployment Benefit.  
 In the public interest, therefore, you are asked to state fully why you did not engage the applicant.

*Religion*

G. 1226 W. 1. 541 P. 1026 20.000 Gs. 121 6.28 N.W. 24.1  
 G. 2126 W. 1. 275 1. 214 10.000 Gs. 121 1.36 N.W. 24.1

# le quotidien du peuple 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE

## CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

### Menons ensemble cette bataille

Avant les vacances, nous lançons une campagne d'abonnements exceptionnels, pour le premier anniversaire du Quotidien du Peuple.

Déjà, vous avez répondu nombreux à cet appel. En lançant cette campagne, nous avons deux buts : renforcer nos liens avec les lecteurs et amis du «Quotidien du Peuple», et accumuler l'avance financière dont nous avons besoin pour emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner les bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied. Car c'est sur les lecteurs que compte le Quotidien du Peuple pour vivre, c'est sur eux aussi qu'il compte pour s'améliorer, s'enrichir de correspondances, se faire connaître.

C'est pourquoi la carte «d'abonné ami» donne aux abonnés la possibilité d'être associé plus facilement au

journal, en même temps qu'elle offre une série d'avantages. Nous avons proposé que le prix de l'abonnement puisse être versé soit intégralement à la commande, soit échelonné sur trois mois, afin que le maximum de travailleurs puissent recevoir chaque jour le Quotidien, s'en servir comme d'une arme. Déjà, de nombreux abonnés ont commencé à payer leur deuxième versement.

Pour que les abonnés reçoivent le journal le jour même, nous avons décidé de sortir, avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition mise en kiosque, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et livrée aussitôt à la poste. C'est ce qui est fait désormais depuis le 23 septembre. D'ores et déjà, beaucoup de lecteurs de province éloignée se sont abonnés parce qu'ils avaient le journal

en temps voulu. Il s'agit donc de faire un premier bilan, pour supprimer les dernières insuffisances.

Cette campagne d'abonnements est importante, c'est pourquoi la parution quotidienne de la page telle qu'elle était ne saurait suffire.

Participez activement à cette campagne dans les colonnes du Quotidien afin qu'il rende compte de la mobilisation de tous les lecteurs dans cette bataille. Abonnez vous, continuez à abonner autour de vous, dans votre famille, dans votre atelier ou votre bureau. Mais participez aussi à cette bataille en joignant à votre formulaire d'abonnement un mot expliquant pourquoi vous vous abonnez, pourquoi tel camarade de travail se mobilise aussi pour abonner ses collègues.

# parmi vos lettres...

### LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

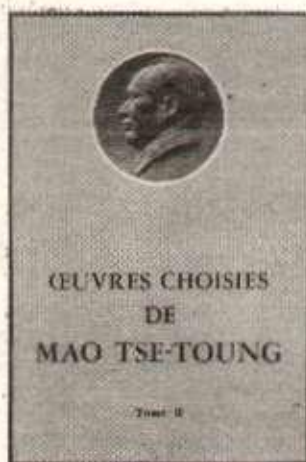
#### ● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



#### ● Et à un livre ou un disque au choix

##### PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tse-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

##### PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

#### ● Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

##### REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
  - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
  - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
  - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
  - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
  - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lires», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
  - «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5<sup>e</sup>
  - «Olympic», 10, rue Boyer
  - «Entrepot», 7, rue Pressensé
  - «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

#### ● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

NOM (en capitales) .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

- Mode de Versement :
  - En une fois.....
  - En trois fois.....

Camarades,

Je désire m'abonner au Quotidien du Peuple pour soutenir le journal, mais aussi parce qu'il me paraît très important de le recevoir quotidiennement, car aujourd'hui je dois faire 3 ou 4 kms pour l'avoir tous les jours.

Je suis militante du cercle de Chatenay de l'UCJR, je vous écris aujourd'hui, aussi parce que c'est l'anniversaire de notre Quotidien. Je tiens à dire combien il est nécessaire, aujourd'hui, pour nous jeunes militants de connaître toutes les luttes de la classe ouvrière, ses préoccupations, sa vie. Lire attentivement aujourd'hui le Quotidien du Peuple, c'est connaître la situation des masses populaires, c'est pour un jeune une façon de se lier aux masses, d'être révolutionnaire comme l'explique le camarade Mao Tse-toung.

D'autre part, il est absolument nécessaire pour engager avec les jeunes des quartiers ou les jeunes des écoles un travail, un soutien sur par exemple la Palestine, de connaître et de faire connaître la situation internationale, comme au Liban. Par exemple la série d'articles sur la Palestine parue le mois dernier nous a été très utile, a permis de soulever un large débat parmi les jeunes tout en éclaircissant tous les points obscurs (importants) que la bourgeoisie embrouille volontairement. Je crois que des questions comme : «Le Liban, est ce une guerre de religion ?» ne restent plus sans réponse.

Pour tout cela, le Quotidien du Peuple est aussi une arme pour la jeunesse. De plus, je proposerai dans mon cercle que tous les camarades s'abonnent aussi au Quotidien pour le soutenir.

Ci-joint un premier chèque.  
Salutations Communistes  
S.P. Chatenay

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix  
Découper suivant le pointillé et renvoyer au  
Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

## feuilleton

325 000  
FRANCSde  
Roger VAILLAND

Editions BUCHET-CHASTEL

16<sup>e</sup> épisode

Elle s'était obstinée à devenir et à rester légère, dans une ville sans traditions où les femmes portent des combinaisons en indémaille et des culottes de nylon. Elle ne chômait pas, quelques épouses d'artisans, devenus industriels depuis l'invention de la presse à injecter et brusquement enrichis, ayant été persuadées par la lecture de *Plaisirs de France*, que les dessous fait main prouvent le sens de la qualité. Les jours de Marie-Jeanne lui avaient fait une réputation. Elle raconta cela et fit en détail le compte de ce qu'elle gagnait.

C'est la bourgeoisie qui a fait de l'argent une chose sacrée qui exige le mystère, analogue aux menstruations auxquelles on pense tout le temps et dont on ne parle jamais. Marie-Jeanne avait le naturel qui n'est plus l'apanage que du peuple. Dès cette première rencontre elle parla à Cordélia, le plus naturellement du monde, de son salaire et de son ventre.

Sur la base du temps exigé par chaque pièce de lingerie, elle estimait gagner autour de cent francs de l'heure, ce qui était à peine moins que ce qu'elle aurait été payée à l'usine. Elle travaillait environ dix heures par jour, mais il fallait déduire les dimanches et les lundis qui suivaient les dimanches où elle était restée trop longtemps au bal. Enfin, elle se faisait dans les vingt-cinq mille francs par mois. Sa mère en rapportait autant à la maison. Les deux femmes vivaient seules, le père ayant été tué par une presse à celluloid qui lui avait basculé sur la tête.

« Nous ne nous privons pas », dit-elle.

Elles avaient même quelques économies.

« On va bien prendre une cerise? »

— Mais oui », dit Cordélia.

Marie-Jeanne posa sur la table un napperon brodé, et sur le napperon un plateau de métal bleu pâle, et sur le plateau les verres à liqueur, à peine plus grands que des dés.

Elle alla chercher le bocal de cerises à l'eau-de-vie dans la cuisine. Le baraquement est partagé en trois pièces, la chambre de Marie-Jeanne, celle de sa mère et la cuisine entre les deux. On entre par la cuisine.

Elle servit les cerises avec une cuiller. Il n'en tenait pas plus de trois par verre.

Un peu plus tard elle proposera :

« Vous reprendrez bien une cerise? »

— Pourquoi ne vous mariez-vous pas avec Busard? » demanda Cordélia.

Marie-Jeanne rit.

« Il serait bien trop content, dit-elle.

— Vous ne l'aimez pas?

— Peut-être.

— Et s'il ne venait plus vous voir?

— Je m'ennuierais.

— Est-il votre ami? demanda Cordélia.

— Non », dit Marie-Jeanne.

Une regarda Cordélia.

« J'ai eu des amis », dit-elle.

Elle resta un moment silencieuse.

« Les hommes sont égoïstes », dit-elle.

Cordélia attendait.

« Les jeunes gens, dit encore Marie-Jeanne, ce qu'ils aiment, c'est pouvoir se vanter.

— Mais les moins jeunes? demanda Cordélia.

— Ceux-là, dit Marie-Jeanne, ils essaient tout de suite de vous toucher. Ils vous tutoient... » Sa voix s'anima.

« On leur dit : « Est-ce que je vous ai autorisé de me tutoyer? » Ils répondent :

« Ne fais pas la sainte nitouche... Tout le monde sait bien que tu n'es pas aussi sage que tu veux le faire croire. » Est-ce que ça les regarde, si j'ai des amis?

« Pour ce que cela a duré, ajouta-t-elle.

— Busard vous aime, dit Cordélia. Ça se voit.

— Oui? » demanda Marie-Jeanne.

Elle ajouta aussitôt :

« C'est vrai. Il m'aime. »

## Santé

Accidents domestiques  
chez l'enfant

Les empoisonnements par des médicaments, des produits d'entretien, agricoles ou ménagers entraînent des troubles aigus pour environ 50 000 personnes par an en France. La moitié d'entre elles sont des enfants. A ces intoxications viennent s'ajouter les brûlures, les traumatismes, qui font des accidents domestiques, la première cause de mortalité infantile.

C'est entre un et cinq ans que les accidents sont les plus fréquents. Les enfants de travailleurs, logés à l'étroit dans des appartements inconfortables, sont les plus touchés.

Les brûlures chez  
les jeunes enfants

Accident le plus grave, mais aussi celui qui laisse souvent de plus lourdes séquelles, il est des plus fréquents. Dans 75 % des cas, l'enfant est ébouillanté, le plus souvent par une casserole dont le manche dépasse hors du fourneau et qui se renverse, ou encore par une lessiveuse ou une bassine posée à portée de l'enfant. Plus rarement c'est un bain d'eau trop chaude qui est cause des brûlures. Chez l'enfant plus grand, ou l'adulte, le danger vient plutôt des allumages de feu à l'aide d'alcool à brûler. Dans le Nord de la France, où les cuisinières à charbon sont davantage utilisées, de nom-

breuses brûlures surviennent ainsi : si l'alcool est jeté sur des cendres encore tièdes, se produit une brutale explosion. D'autres brûlures sont plus rares mais aussi très graves : elles sont entraînées par des réchauds à alcool déréglés ou qui se renversent, les électrocutions (doigt dans une prise, main mouillée sur un appareil électrique mal isolé).

Que faire en cas  
de brûlures ?

En cas de brûlure légère (simple soulèvement de la peau, « cloque » peu étendue) ne mettre aucun produit ni poudre antibiotique. Nettoyer si besoin la plaie (si l'enfant la salit) avec de l'eau bouillie tiède et la laisser à l'air. Une compresse même légère posée dessus retardera la guérison, qui doit survenir en une dizaine de jours, laissant une petite cicatrice.

En cas de brûlures  
graves ?

Une brûlure étendue ou profonde entraîne chez l'enfant des pertes importantes de sérum sanguin, d'ions et de protéines. On ne doit pas tenter de retirer ses habits à

l'enfant : on étendrait ainsi la surface de peau blessée. Il faut simplement enrouler le brûlé dans un drap propre et le conduire à l'hôpital, où ses brûlures seront nettoyées aseptiquement (le danger étant l'infection), où sa tension artérielle sera surveillée (risque de chute, de tension basse à cause des pertes de sérum sanguin par les plaies).

Près de nous un enfant est transformé en torche vivante par l'explosion d'un réchaud à alcool, ou par le contact de la flamme d'une bougie et de vêtements de nylon (les vêtements synthétiques sont cause de brûlures très graves car ils prennent feu très facilement). Comment stopper l'incendie ?

Pour priver le feu d'oxygène, il est nécessaire de l'isoler de l'air : le mieux est de rouler l'enfant habillé dans une couverture, un manteau, ce que l'on a sous la main. En aucun cas, il ne faut le mouiller, au lieu d'éteindre le feu, cela reviendrait à l'attiser, en lui apportant de l'oxygène. Ensuite on conduit l'enfant à l'hôpital, enveloppé dans un drap propre (pour éviter à la peau le contact des microbes).

Accidents  
domestiques chez  
l'enfant

La fatalité, l'imprévoyance des parents sont mis en avant dans la presse bourgeoise

comme responsables de brûlures. Mais ce sont bien les conditions de vie et de logement imposées aux parents qui sont en cause : les enfants mal logés, sans confort, qui n'ont qu'une cuisine exiguë pour jouer, sont les plus exposés aux accidents. Les parents doivent, particulièrement lorsqu'ils sont logés dans de mauvaises conditions, prendre des précautions : contrecases brûlures : mettre allumettes et briquets hors de portée des tout-petits, obstruer les prises électriques (par des boutons ou du papier collant).

Dans les pays voisins (Belgique, Italie, Hollande) toutes les prises de courant sont munies de prises de terre qui suppriment les risques d'électrocution lorsqu'on les touche avec des mains humides. Dans les cuisines et salles de bain, de telles prises devraient être installées et utilisées pour tous les appareils même le moulin à café. Lorsqu'un appareil électrique n'est plus en fonctionnement il vaut mieux le débrancher, on évite ainsi qu'un enfant ne l'allume malencontreusement.

Adulte ou enfant, il ne faut jamais manier non plus un appareil électrique les pieds nus et mouillés, à même le sol : il y a danger d'électrocution souvent mortelle.

(à suivre)  
Docteur QdP

## Programme télé

MERCREDI 6 OCTOBRE

## TF 1

13 h 00 - Journal  
13 h 45 - Les visiteurs du mercredi  
18 h 05 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Anne jour après jour - feuilleton (10<sup>e</sup> épisode)  
19 h 40 - Une minute pour les femmes : « La recherche en paternité »  
19 h 45 - Eh bien raconte  
20 h 00 - journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête - jeu policier « Le Bief rouge »  
22 h 00 - Le pavillon au bord de la rivière - spectacle musical d'après le drame de Kuan Han Chin  
22 h 25 - Journal

## A 2

13 h 35 - TV Régionale  
13 h 50 - Mercredi animé

14 h 00 - Les après-midi d'Antenne 2  
18 h 35 - Le palmarès des enfants  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Chacun chez soi  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Kojak - série policière américaine  
21 h 30 - C'est-à-dire - magazine de J.M. Cavada  
22 h 50 - Journal

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Magazines régionaux  
19 h 20 - Actualités Régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma 16  
« La vie en pièces », film TV  
22 h 10 - Journal

# L'EUROPE FACE AUX SUPER-PUISSANCES

DERRIÈRE LES «BONNES» PAROLES  
DE BREJNEV À LA TÉLÉ...

## LES SUPERPUISSANCES PARLENT DE PAIX ET PRÉPARENT LA GUERRE

Un an après la conférence d'Helsinki sur la «sécurité Européenne», Brejnev répond aux questions de Mourousi dans le cadre d'une «semaine Franco-Soviétique».

A cette occasion il sera beaucoup question de «paix», de «détente».

La paix en Europe et dans le monde, quel ouvrier, paysan, homme ou femme du peuple, ne la désire ? Au moment où nous sentons, avec les difficultés de la majorité et l'impasse de la gauche, la débilite de notre bourgeoisie, au moment où notre pays rassemble ses forces pour se lancer à l'offensive, qui d'entre nous ne formule le vœu : qu'on nous laisse régler, sans intervention extérieure, le compte de nos ennemis de classe ?

Pourtant, à l'ère de l'impérialisme, on ne peut séparer les choses de cette manière. C'est à l'échelle de la planète que les avidités monopolistes ont dressé les peuples contre leurs exploités, unissant leur combat en un seul grand courant. Mais c'est à la même

échelle aussi que les rivalités opposant les puissances impérialistes font peser le danger d'une nouvelle guerre pour le partage du monde, danger exacerbé par l'apparition de la nouvelle super-puissance soviétique.

Peu d'illusions existent encore aujourd'hui sur le régime intérieur de l'Union Soviétique ; si certains pensent encore, à tort, que c'est là le socialisme, il est bien peu de travailleurs pour vouloir chez nous de ce «socialisme» là. Mais a-t-on bien pris la mesure de la nature réelle du régime soviétique aujourd'hui ? Voit-on toujours bien la signification de la puissance militaire qu'il accumule, les buts de son intervention à l'échelle mondiale ?

Que veut donc ce régime qui sacrifie l'agriculture soviétique et les industries de consommation à une industrie lourde de plus en plus tournée vers la production militaire ? Moscou entretient aujourd'hui des flottes sur toutes les mers, du Pacifique à l'Atlantique en passant par l'Océan Indien ; en Asie, en

Europe, en Afrique, au Moyen Orient, Brejnev déploie une «stratégie globale» qui n'a de toute évidence, rien à voir avec la défense du territoire soviétique contre une agression.

Ce qui apparaît de plus en plus clairement, c'est que la classe au pouvoir en Union Soviétique poursuit les mêmes buts que les Etats Unis : la domination du monde entier. Et pour les mêmes raisons : parce que, à Washington comme à Moscou, c'est la même classe qui est au pouvoir : la bourgeoisie, soucieuse de ses seuls profits, une classe qui n'a déjà pas hésité à plonger le monde dans deux guerres mondiales pour satisfaire son insatiable appétit.

Si la rivalité entre les deux super-puissances s'est, jusqu'ici, principalement manifesté tout au moins sous forme de conflit ouvert, au Moyen Orient, et en Afrique, on ne peut se cacher le fait que l'Europe notamment pour des raisons économiques évidentes, est l'enjeu stratégique de ce combat. Comme

on le dit à Moscou, elle est «le centre nerveux de la politique globale», le champ de bataille «d'une guerre centrale» entre les deux principaux impérialismes.

Prendre le pouvoir dans un pays où elle aura mené à bien son combat révolutionnaire sans ingérence exotérique ou au contraire connaître une France ravagée par un conflit destructeur, mené pour des intérêts totalement étrangers à notre peuple, voilà qui n'est pas indifférent à notre classe ouvrière. Aussi, tout en pressant le pas dans la préparation de la révolution, il nous faut mener le combat contre le danger de guerre que font peser les deux super-puissances.

Cette lutte est possible. Car ce que les impérialistes, fussent-ils, comme à Moscou, cachés sous un masque socialiste, craignent de plus, c'est que les peuples se dressent contre leurs menées criminelles. Là est la force décisive dans la lutte contre la guerre comme dans la préparation de la révolution.

### PAR LES MERS DU NORD ET DU SUD l'Europe prise en tenailles

Il n'y a pas si longtemps, au large de notre continent, les seuls bâtiments étrangers qui tenaient la mer étaient ceux des Etats Unis. Alors, l'Union Soviétique, encore socialiste, n'entretenait de flotte que dans les mers qui baignent ses côtes, afin de les défendre.

Ce temps est bien passé : non seulement le social-impérialisme envoie ses navires aux quatre coins du monde, mais il les concentre particulièrement autour de l'Europe : 70 % de ses sous-marins, 75 % de ses navires de surface, dirigent ainsi leur menace contre notre continent, et viennent ouvertement faire concurrence à la marine américaine.

Cette dernière année a vu la flotte de guerre soviétique accentuer sa pression contre l'Europe, en faisant tous ses efforts pour la prendre en tenaille entre le Nord et le Sud.

Au Nord, le Kremlin, en creusant le canal qui rejoint la mer Blanche à la mer Baltique, rejetant leurs défenses à l'Islande et aux îles Féroë, peut contourner les lignes maritimes des Etats Unis et de leurs alliés. Les forces soviétiques n'ont cessé de déployer leur activité dans cette région : essais de missiles dans la mer de Barentz, survol du Spitzberg (territoire norvégien) par des hélicoptères. L'URSS, qui prétend interdire aux navires norvégiens la mer de Barentz, a renforcé sa flotte récemment de deux porte-hélicoptères. En face, les USA organisent les manœuvres de l'OTAN, au cours desquelles plus de six mille hommes ont débarqué en Norvège.

Au Sud, voici plusieurs années maintenant que les bateaux de guerre sovié-

tiques ont franchi le détroit des Dardanelles, s'installant nombreux dans la Méditerranée occi-

dentale. Mais cette présence, ces derniers mois, s'est encore renforcée, portant cette escadre à

plus de soixante-dix navires. En particulier, au mépris des traités, un porte-avions soviétique, le



Illustration d'un magazine d'URSS : transport de chars soviétiques pour lancer une agression côtière.

### La flotte soviétique aujourd'hui

- 475 000 hommes,
- 911 nouveaux navires construits en dix ans, soit un double du tonnage de la flotte de guerre,
- un budget supérieur d'un tiers dans ce domaine à celui des Etats Unis,
- cinq fois plus de sous-marins nucléaires qu'il y a quatre ans (6 sous-marins nucléaires équipés de missiles sont lancés tous les ans),
- les premiers porte-avions à prendre la mer,
- une force aéro-navale de 1 200 avions et 20 000 fusiliers marins.

Tels sont quelques traits de la puissance maritime d'agression que s'est constituée la nouvelle bourgeoisie soviétique pour poursuivre ses buts d'expansion. Il faut y ajouter une importante flotte commerciale, qui a servi au transport de matériel de guerre lourd en Angola, une flotte de pêche très importante, dont les «chalutiers» naviguent souvent à une étrange proximité d'objectifs militaires ou économiques vitaux (douze d'entre eux ont même encerclé un jour une plate-forme de forage pétrolier anglaise en mer du Nord).

Kiev, le premier construit dans les chantiers de la mer Noire, a rejoint cette flotte qui menace le Moyen-Orient et le sud de l'Europe, en concurrence avec la septième flotte américaine.

Les ambitions stratégiques de cette prise en tenailles ont été révélées par les manœuvres globales menées par les escadres soviétiques, qui ont vu les forces de la mer de Barentz et de la Baltique, d'une part, et celle de Méditerranée, d'autre part, se rejoindre en Mer du Nord et dans l'Atlantique, coupant ainsi les communications entre l'Europe occidentale et les Etats Unis ; l'hypothèse d'une guerre entre les deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe était le seul thème possible d'une telle manœuvre.

### LE DÉSÉQUILIBRE DE LA TERREUR

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les Etats Unis déployaient sur tout l'Ouest de notre continent leurs forces d'agression, visant clairement le camp socialiste, qui se constituait alors. Trois cent mille hommes de troupe, des bases aériennes et maritimes considérables, sept mille fusées nucléaires : la présence militaire américaine en Europe est encore très importante, et constitue une menace pour tout mouvement révolutionnaire dans notre pays ou chez nos voisins.

celles de l'Union Soviétique et du Pacte de Varsovie, un nouveau facteur est apparu ces dernières années : le renforcement rapide du potentiel nucléaire soviétique met le Kremlin en position de contester sur ce terrain aussi la suprématie américaine.

La tendance générale est à la création d'un déséquilibre militaire au profit de la dernière super-puissance apparue sur la scène de l'histoire. Aussi, on peut bien penser que Brejnev n'amasse pas en



Le trait noir : limite de la séparation des forces : OTAN et Pacte de Varsovie

Mais, ces dernières années, l'URSS, devenue impérialiste, et qui a un budget militaire supérieur de 20 % à celui des USA, malgré un revenu national supérieur de 44 %, n'a cessé de renforcer son dispositif, au point qu'il surclasse celui des membres de l'Alliance Atlantique sur notre continent. Si tous les stratèges occidentaux s'entendent facilement sur le fait qu'une guerre classique en Europe verrait leurs forces aisément houloulées par

vain tout son arsenal : quelle autre visée pourrait être la sienne, sinon de déclencher la guerre en vue de dominer le monde ? Le déclin de son rival américain l'encourage dans cette voie ; comme il est évident que l'impérialisme américain n'est pas disposé à se laisser déloger, à se trouver ainsi «isolé dans un monde hostile», l'un et l'autre s'acheminent vers un conflit mondial dont ils veulent nous faire faire les frais.

DEMAIN :  
DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI  
À LA DOCTRINE DE SONNENFLEDT :  
LA DÉTENTE EN QUESTION